



C'est à une soirée assaisonnée à différentes saveurs que Panagora Marketing a convié ses invités mercredi dernier. Une cinquantaine de veinards ont pu découvrir les produits haut de gamme qu'elle commercialise



Me RICHARD TOULOUSE : « IL FAUT UNE ASSURANCE POUR PERTE D'EMPLOI »

L'avoué Richard Toulouse, spécialiste en droits de copropriété, également conseiller légal à la National Housing Development Company (NHDC), évoque le problème de saisies de maisons dues aux pertes d'emploi



KRISH PONNUSAMY : « LA PRÉPARATION DU BUDGET NE SE FAIT PAS EN DEUX MOIS »

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ne se sont pas montrés prévoyants eu égard à la crise de 2008. C'est l'analyse de Krish Ponnusamy, CSK et ancien chef de cabinet aux Affaires étrangères. Il déplore également l'absence de réflexion sérieuse sur la direction à donner à notre économie, ce qui nous rend vulnérables aux diktats d'institutions internationales

MATHEW BEALE,
FORMER SENIOR MD OF
JERSEY FINANCIAL SERVICES COMMISSION

« Singapore is a cleaner business place than Mauritius »

« The FSC is not independent to the extent that you get to see evidences. Personally, I think that politics in Mauritius obviously impacted on how the regulator has operated... »



IMMOBILIER

LA BOM DEMANDE AUX BANQUES DE NE PLUS FINANCER LES PROJETS IRS



COMPENSATION SALARIALE

DUVAL APPELLE PATRONS ET TRAVAILLEURS À LA COMPRÉHENSION

éditorial de RUDY VEERAMUNDAR

Assurer et rassurer

Deux invités, deux thèmes et une conclusion. S'il y a une lecture à recommander dans cette présente édition de Capital, il s'agit bien du point de vue de Mathew Beale, ancien Senior Managing Director de la Financial Services Commission de Jersey, et celui de Krish Ponnusamy, ancien chef de cabinet au ministère des Affaires étrangères. Si Maurice a décidé de faire du secteur financier un pilier de son économie, il est grand temps qu'elle regarde les choses en face. Ce serait sans doute aussi le moment de commencer à comprendre que le pays n'est pas une 'holding' familiale ou politique, ni une synthèse des deux. A lire les derniers sondages des journaux – dont la crédibilité reste à prouver – il serait des plus honnêtes de souligner que, pour une grande partie du lectorat local, l'actualité mauricienne se résume aux malheurs et bonheurs du « remake 2000 », aux aventures et mésaventures de « Gros Derek » et aux louanges rouges et bleues lors du journal télévisé de 19h30.

Nous ne disons pas que le Mauricien lambda n'est pas inquiet de l'avenir économique du pays, mais il lui faudrait regarder les choses sous un autre angle. La classe politique locale est surtout consciente d'une chose : la crédulité de son électorat sur les sujets portant sur l'économie. Sa stratégie tourne souvent autour de cela. Depuis son accession au poste de ministre des Finances, on aura tous noté la « positive attitude » de Xavier-Luc Duval sur les dossiers « chauds » : valeur de la roupie, Double Tax Avoidance Agreement, situation touristique... Aucune raison, donc, de se faire du souci. Monsieur Duval assure... et rassure. Ce qui n'est pas une mauvaise chose en soi. L'obtention du prix du meilleur ministre des Finances d'Afrique en est la preuve. Mais, chers dirigeants, politiciens, présidents de conseils d'administration et organisateurs de bal et de carnaval, il est clair que les PIB, 'Repo Rate', 'Inflation', 'Takeovers' ou autre 'Mergers' et 'Demergers' créent souvent des tourbillons « jargonniques » que préfère éviter le Mauricien moyen, par peur de s'y perdre. Mais est-ce pour autant une carte blanche qui signifie que l'on peut tout se permettre ? Les propos d'un journaliste de la télévision française, lors d'une émission consacrée au scandale du LIBOR, mérite, sur ce plan, une attention particulière : « *Les gens ne savent pas exactement ce qui se passe, mais ils sont conscients qu'il se passe quelque chose, et savent que c'est grave...* »

Il serait intéressant de conclure en faisant une analogie avec les observations de Mathew Beale et de Krish Ponnusamy. Dans les négociations sur le traité de non-double imposition, tout ce que veut l'Inde, c'est l'assurance que la Financial Services Commission de Maurice jouera son rôle avec le sérieux qu'elle se doit d'avoir. Faute de quoi, les Indiens se tourneront vers Singapour, où le secteur financier n'est pas une « holding politique ». Il serait également judicieux de considérer cette observation par rapport à la politique locale. Tout comme l'Inde, un jour viendra où la population réclamera des garanties. Pour affronter ce moment, une préparation de deux mois ne suffira certainement pas...

COMPENSATION SALARIALE

Duval appelle patrons et travailleurs à la compréhension

Le coup d'envoi des négociations tripartites pour déterminer le taux de la compensation salariale payable aux travailleurs en janvier 2013, hier après-midi, augure des séances fort animées dans les jours à venir. Les syndicalistes réclament une vraie compensation, tandis que le patronat plaide pour le sens de la mesure | **JESSEN SOOPRAMANIAN**



CETTE PREMIÈRE session de travail du National Tripartite Forum (NTF) a été l'occasion pour chacune des parties d'exprimer leurs attentes de l'exercice en cours. D'emblée, Xavier-Luc Duval, qui préside les négociations, a fait un appel à la compréhension de toutes les parties : « *La situation économique est difficile. Je fais un appel aux syndicalistes de considérer le climat économique actuel et aux employeurs de faire preuve d'encouragement et de solidarité envers la classe des travailleurs* ».

Mais les chances du ministre d'amener les deux parties à une compréhension consensuelle semblent bien faibles, à ce stade.

Les propositions syndicales diffèrent d'une centrale à l'autre. Rs 500 minimum pour certains, Rs 750 pour d'autres. Même si le taux de l'inflation se situe autour de 4,9% à la fin de juillet, les syndicalistes anticipent une hausse pour les quatre prochains mois. La Confédération des Travailleurs Unis

(CTSP), pour sa part, se base sur son panier de la ménagère. Le dernier exercice en date, le mois dernier, indique une augmentation de Rs 288 sur les prix des produits de consommation courante pour une famille modeste de quatre personnes. Cet inventaire se tient chaque trimestre sur un certain nombre de produits dans 22 supermarchés.

WALK-OUT DE LA CSG-SOLIDARITÉ

Toolsyraj Benyadin, président de la National Trade Union Confederation (NTUC), a souligné l'importance d'une compensation adéquate. « *Ce n'est pas une augmentation salariale mais bien une compensation de la perte du pouvoir d'achat* », fait comprendre le syndicaliste.

Quant à Clensy Appavoo, président de la Mauritius Employers' Federation (MEF), il ne se dit pas contre le principe d'une compensation salariale, mais le taux ne devrait pas être démesuré. « *Il est impératif que les politiques salariales continuent d'être guidées par la philosophie*

générale de la croissance, de l'emploi, de la productivité et de la compétitivité », déclare le porte-parole patronal.

Cette première séance de travail gouvernement-syndicats-patronat pour la compensation salariale 2013 a été marquée par un walk-out de la Confédération Syndicale de Gauche-Solidarité (CSG-Solidarité). Atma Shanto, son président, déplore que la question d'un salaire minimal ne figure pas à l'agenda des discussions. « *Nous préconisons un salaire minimal de Rs 12 000 pour les travailleurs du privé. Comment discuter de compensation quand il n'existe pas de salaire minimal ?* », se demande Atma Shanto. Pour le ministre du Travail, ce forum n'est pas le lieu approprié pour parler de ce sujet. Shakeel Mohamed précise qu'un sous-comité travaille déjà sur ce dossier.

Le NTF se réunira une nouvelle fois cet après-midi au siège du ministère du Travail, à Victoria House, à Port-Louis.

ERRATUM

Dans notre édition de la semaine dernière, la photo de Gilbert Espitalier-Noël a été utilisée à la place de celle de Philippe Espitalier-Noël (à côté) par rapport à l'article ayant pour titre « Pour 5% d'actions de plus »



QU'EST-CE QUE l'Espagne, la Grèce, le Portugal et l'Irlande, mis à part leur appartenance à la zone euro, ont en commun ? La réponse est simple : ces pays ont été fragilisés par la crise suite à l'écroulement de la bulle immobilière. Maurice pourrait elle aussi connaître pareille situation. D'où la décision de la Banque de Maurice (BoM) de conseiller aux banques de ne plus octroyer de prêt pour la réalisation de projets Integrated Resort Scheme (IRS), au risque de se retrouver sans liquidités. Cette annonce a été faite par le gouverneur de la BoM, Rundheersing Bheenick, en juin, alors même qu'il déclarait à la presse que « *l'heure est grave !* » face à la crise de la zone euro.

L'IRS constitue l'un des régimes permettant à un ressortissant étranger d'acquérir un bien foncier à Maurice et d'accéder à un droit automatique de résidence sur le territoire. En sept ans, selon des chiffres publiés en janvier et auxquels Capital a eu accès, moins de 350 villas IRS ont réussi à trouver preneurs. Quant aux 570 autres construites jusqu'ici, elles étaient toujours en attente.

Le Board of Investment

IMMOBILIER

La BoM demande aux banques de ne plus financer les projets IRS

Maurice était bien partie pour emboîter le pas à ces pays dont l'économie souffre des effets de constructions immobilières sans lendemain. La Banque de Maurice (BoM) a donc décidé de demander aux banques commerciales de ne plus octroyer de prêts aux promoteurs de projets Integrated Resort Scheme (IRS). Résultat : une majorité des projets annoncés depuis plusieurs années ont été gelés | **HERRSHA LUTCHMAN-BOODHUN**

(BoI) a, quant à lui approuvé 24 projets entre 2005 et 2010, dont uniquement huit sont aujourd'hui opérationnels. Il s'agit, entre autres, de Tamarina, Belle Rivière, Anahita Resort, Villas Valriche, la deuxième phase du Club Med et Port Chambly. Si au moment du lancement de certains de ces projets, des clients se sont manifestés, une fois que la crise financière a éclaté, suivie en cela par la crise de la zone euro, ces derniers ont préféré économiser leur argent ou l'investir ailleurs.

C'est cette nouvelle conjoncture qui a poussé Rundheersing Bheenick à appeler à plus de fer-

meté et de responsabilité de la part des banques. Sollicité pour une déclaration, ce dernier explique sa prise de position : « *On était inquiet par rapport à la trop grande exposition dans ce secteur, de la phase de construction à la vente, parce que cela risquait de créer une bulle immobilière générée par une soi-disant demande provenant de l'extérieur. Si cette demande disparaît, on se retrouverait avec des projets complétés ou en voie d'achèvement sur les bras, financés par nos banques, et sans trouver d'acquéreurs.* »

Ce qui a été le cas en Floride, en Espagne, et en Grèce, soutient-il. Afin que le pays ne se

retrouve pas dans une situation similaire, la BoM a imposé des contrôles assez strictes sur les normes de 'value-ratios'. « *Nous avons également averti les banques. Si elles prêtent de l'argent... et elles sont libres de le faire, les promoteurs risquent de leur demander d'injecter plus de capitaux. Suivant le bon sens, les banques ont annoncé qu'elles préfèrent ne pas octroyer d'emprunts pour ce type de projets, bien qu'elles aient un excès de liquidités* », laisse comprendre le gouverneur. Il est certain que si elles avaient persisté, il y aurait eu plus de projets comme Centrepoin à Trianon, qui, après

quelques années d'abandon, connaîtra de nouveaux promoteurs.

Le gouverneur de la Banque de Maurice ajoute aussi qu'à l'époque où la décision a été prise, le Fonds monétaire international (FMI) se battait avec Maurice pour qu'elle revoie les prévisions de croissance : « *On n'était pas très stable, mais le FMI voulait réviser la croissance à la hausse à cause des projets IRS.* »

A noter que les résidences IRS doivent être vendues à un prix minimum de 500 000 USD, et que jusqu'à présent, elles ont rapporté Rs 17 milliards à l'Etat mauricien.

Currimjee Jeewanjee and Company Limited

We strongly believe
in investing in real businesses
meeting real needs
and adding real value...

SINCE
CURRIMJEE
1890

Telecommunications,
Media & IT
Real Estate
Hospitality & Tourism
Energy
Commerce & Financial Services

38, Royal Street, Port Louis, Mauritius. Tel: (230) 206 6200. Fax: (230) 240 8133. www.currimjee.com

MATHEW BEALE, FORMER SENIOR MD OF JERSEY FINANCIAL SERVICES COMMISSION

"Singapore is a cleaner business place than Mauritius"

Mauritius should focus on being an International Financial Centre, according to Mathew Beale, former Senior Managing Director of Jersey Financial Services Commission, United Kingdom. The compliance expert also believes the Mauritian version of the Financial Services Commission should make sure regulation is enforced, as a cleaner market is attracting businessmen to Singapore

LEEYV FRIVET AND JAMIROUDDIN YEADALLY

■ You have been delivering lectures on Anti-Money Laundering and have also worked at the Jersey Financial Services Commission. From your experience, would it be correct to say that the offence of money laundering is often linked to financial hubs like Jersey and Mauritius?

It is impossible to say that we have no money laundering activities. Corruption is present in Mauritius and this is an issue that the authorities have to manage and deal with. I think that what Mauritius needs to do is to stand back. Money laundering is mainly caused because of drug problems and a big society made of different activities. Money Laundering is linked to other activities and is a criminal offence. Insider dealing also affects money laundering.

■ As at now, in Mauritius, nobody has been sentenced, charged or even arrested for insider trading. What could explain such a 'good' performance despite the obvious cases of conflict of interest in many private institutions and government bodies?

I can't answer this question, but can only work on the supposition that either nobody trades on insider information or you have a very clean jurisdiction. What is happening is that I think somebody is turning a blind eye or he doesn't have the tools to take actions. Does the commission have the resources, have they carried out visits and have they got the necessary tools to take actions prior to insider dealings? I think the answer is no. The Financial Services Commission (FSC) has the powers to take civil actions against somebody who does insider trading even without a criminal prosecution. I don't think they have, outside of the law, the codes and the rules books to enable them to position their expectations in the market place. I can only compare and contrast jurisdiction, and I can say that India is an example which provides us with evidence in regard to



PHOTOS : NICHOLAS LARCHÉ

The regulator doesn't stop failure, but will at least show its people that if they do make mistakes, there is a consequence of action which can result in loss of liability through being in prison, loss of finances by being fined or even the loss of reputation and the ability to work in the industry. When I look at Mauritius today, I see a lot of that and I don't think Mauritians worry too much about being fined, going to jail or losing their license

”

their acceptance of activities that may be deemed to be illegal.

■ India has on several occasions questioned its double taxation treaty agreement with Mauritius on allegations of money laundering. As a former member of Jersey Financial Services Commission, how can the Financial Services Commission and the Mauritian authorities clear themselves once for all on this particular issue?

India does not like outrages, but money laundering has been a concern in both tax evasion and round tripping. If Mauritius wants to show to the Indians that it treats the subject seriously, then the commission would have to take actions against firms in Mauritius in regard to that.

Mauritius is now a mismatch to Singapore, which is now taking business that Mauritius used to get, and in my opinion, this is an economic issue the island needs to worry about. If you look at the aims and objectives of the commission in regard to what they are trying to achieve, one has to ask whether they have met these objectives. Singapore is now taking an edge because they may not have the contamination of history behind them. Businessmen see a cleaner place to do business, as well as a cleaner market. They also see how long your regulator has been in place to try to stop money laundering transactions. And if we go to your enforcement page, we see nothing. An international investor would look to start business in a clean place, an orderly market, allowing a balanced approach to his

business and he would compare the jurisdictions to know where he should start his business. In regard to this double taxation treaty, I would say that Singapore is maybe the place that one would probably go to.

■ Do you think our Financial Regulator is really an independent one?

The FSC has not yet set the boundaries where market abuse starts and this is an issue. Financial expertise has a number of rules in regard to independence. One of these rules is independence between the regulatory authority and the political element. My interpretation of that is that the regulator should be independent and be allowed to operate independently. The reality is that, in the United

Regulation is often treated with a little bit of contempt

Kingdom, there is a link between government and the authority for an ownership. The board is independent and has to act in the purpose of the company. You don't have that in Mauritius. In fact, you have somebody who sits between two heights. That is something very difficult to manage and it leads to questions about balance and that's where the international community would look at it and say that you still have not shown independence. In my view, Mauritius has failed on that question.

The FSC is not independent to the

extent that you get to see evidences. Personally, I think that politics in Mauritius obviously impacted on how the regulator has operated in the past. What I do know is that they are preparing themselves to conduct visits in companies again, though they did not do it for a long period of time in the past. Ebène did not exist 15 years back, but now it is employing more than 15,000 people, and I believe that is a really tough goal which it has successfully achieved. The question to be asked now is: will the regulator go out and try to know what those companies are doing without just skimming the surface?

Mauritius has always wanted to be a commercial hub and balance the commercial aspects of business

against regulations. I think the discussion about the Double Taxation Treaty suggests that balance may have been slightly weighted in the wrong way against evidences. Businessmen are now moving towards Singapore rather than Mauritius. Regulation is often treated with a little bit of contempt by people, as something they have to do rather than something they should do. I think regulation can be treated as a means of providing people with economic ways to build on a clean jurisdiction.

■ Mauritius is an offshore hub that has not attained the level of an international financial hub. What are your views on this particular issue?

I think it is a mere perception. My question is simple: Is Mauritius a virgin white jurisdiction where there are

no issues? I think the answer is no. The only evidence we have is the Indian government talking about the Taxation Treaty in regard to tax evasion, which is a predicate crime to money laundering. We have got no evidence which shows that someone was subject to actions taken by the Mauritian regulator or the state in regard to those actions which are taken in India.

■ So, as at now, Mauritius is not a Financial Hub as claimed by so many?

If Mauritius wants to be seen as an international player, it has to prove itself to be an international financial centre, not an offshore financial centre. Offshore suggests a type of activity like money laundering and drug dealing, whereas international financial centre says you are London, Paris and New York. If Mauritius wants to be like LPNY, it has to get credibility, and in order to be able to have credibility, you have got to have a regulator that takes action. The regulator doesn't stop failure, but will at least show its people that if they do make mistakes, there is a consequence of action which can result in loss of liability through being in prison, loss of finances by being fined or even the loss of reputation and the ability to work in the industry. When I look at Mauritius today, I see a lot of that and I don't think Mauritians worry too much about being fined, going to jail or losing their license.

■ Do you believe that people in Mauritius should be more trained in terms of insider trading offences, as well as money laundering activities?

Absolutely. Education is important and if I was a regulator, I would take a percentage of revenue of turnover and focus that on the education of my staff. You have to use some of your money to educate. Without education, we are nothing. The finance industry is central to your ambitions to become a wealthier jurisdiction. The Mauritian government supports training and is placing all its bets on the finance industry, though they are not forcing this particular industry. But they could at least use some of those profits to educate their staff.

During those seven years that I have been coming to Mauritius to deliver training, I have seen a change of perception which, to me, may be due to the lack of fear of the authorities or fear of prosecution. Generally, when I come here and talk to people, they seem to treat this subject seriously. But the question which comes to my mind is: does the industry take advantage of education? Is there a push from regulators to force the industry to be educated outside of being professionally qualified or is there a requirement to maintain education? In fact, there isn't.

Apart from having obtained professional qualifications on higher levels, there is no requirement to do anything else. In UK's jurisdiction, it is said that one must do minimum training and minimum hours.

■ When we speak to Mauritian business actors of money laundering issues raised by the Indian government, they hit hard at such criticism, citing the good note given by the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), which says that Mauritius is a clean jurisdiction...

OECD says that your framework is right. It also says that Mauritius has got good laws, but that it is not using them. For me, it is a very short-sighted view which is happening over the years. It's not the job of the OECD to see whether or not the law is inactive, but rather to assess the performance of your country. The law is good and it fits the purpose, but it is not being put in action and that is what needs to be highlighted.

■ We have, in the past, seen cases where a bank's greatest debtor is a member on the same bank's board. What is the best formula to supervise this kind of activity?

I can only observe that as an outsider and can say that it is a conflict issue. It is a sensible issue that has to be managed. And if you don't manage it accordingly, people will look through and suggest that it is not right. If you want to be an interna-



Offshore suggests a type of activity like money laundering and drug dealing

tional financial centre, you need to behave as if you were LPNY. The Bank of England, as well as the one in New York, are independent. They do talk to politicians, but are also independent from them. International standards say that you have to be independent. It is up to you to see whether you adhere to or ignore them.

■ Do you think we should have specialists in the financial sector to handle money laundering cases, rather than traditional police investigations?

Yes. It is all about education. If you don't have the right skills to manage criminality and to investigate, you won't be able to do your work. You do see that the OECD is nowadays looking for the quality of resources within the mechanism of the State, be it at the FSC, the Independent Commission Against Corruption (ICAC) or the Financial Intelligence Unit (FIU). They often would ask if these institutions are independent or if have got additional resources. In the

UK, the FIU has recently employed specialists in the financial sector, and the reason behind is that those specialists know how the financial sector grows and how to deal with cases of money laundering. The breaches need to be broad between the powers of the commission and the powers of ICAC and the FIU.

In the UK, money laundering is a subject which has been very quiet on the regulator's agenda. But in the last twelve months, we have seen it coming back to its full. The regulator has mentioned in its report that some banks in London couldn't prove that they are not into money laundering activities, and that's an interesting dynamic. Regulators are there to go and look and see whether or not there is a possibility of future outcomes. We have got many banking institutions who have been fined this year, and the year before, like HSBC, Standard Chartered Bank and Cooks.

■ What is the role of politics in these issues?

I think there are conflicts in regard to what a regulator does and to what the politicians should be doing. The politicians, as well as organisations, should be promoting Mauritius and making sure that it delivers the right quality services, keeping in mind that those products can be used, as well as abused. This is where the dilemma arises. Today we face a situation where banks and lawyers are in to facilitate gunrunning, which causes reputation damage.

■ In regard to the financial crisis, how do you view the African potential?

Everybody is looking for the next good story. Africa has got a great story to tell, and from what I can see, Mauritius is actively taking part in whatever economic opportunity might be present on the African continent. But with opportunities come risks, and those risks come within the mentality of how some businesses have done in certain parts of Africa. Are you prepared to sell your soul?

■ Do you believe that Africa needs to be tested?

No. I think it is again going to perception. I think we should take in consideration what Transparency International has mentioned in its report, as it says that the risks of doing business in Africa are high. The Jersey regulator says 'beware', as the risks of doing business in Africa, India and Russia are high. You can't do business cheaply where there are high risks. Is this the right thing to do for a long term basis? These are hard choices.

You've got to play the game along the straight line and build products and services that honest businessmen want to use, and where jurisdiction sees a value. This takes political and industry will.

BAI, with you every step
of the way



- **Leader** in life insurance in Mauritius and in the region
- **Close** to you with 23 branches across Mauritius
- Over 1,000 people to serve you with **passion** and **integrity**
- **Caring** for the welfare of our customers, employees and community
- Bringing you our **specialist** knowledge through **innovative** products and services
- Development of a solid **asset** base over 42 years for the security of our policyholders
- **Multinational** with presence in Kenya and Malta
- Deeply guided by **ethical** values and principles

www.bai.mu



at the Centre of Life

Trust, Peace of Mind, Wealth and Rewards are essential to Life

KRISH PONNUSAMY, ANCIEN CHEF DE CABINET AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

« La préparation du budget ne se fait pas en deux mois »

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ne se sont pas montrés prévoyants eu égard à la crise de 2008. C'est l'analyse de Krish Ponnusamy, CSK et ancien chef de cabinet aux Affaires étrangères. Il déplore également l'absence de réflexion sérieuse sur la direction à donner à notre économie, ce qui nous rend vulnérables aux diktats d'institutions internationales | **JESSEN SOOPRAMANIEEN**

■ D'ordinaire, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale sont aux aguets de toutes les économies du monde. Comment expliquez-vous qu'elles n'ont rien vu venir par rapport à la crise de 2008 ?

Evidemment, ce sont des institutions créées par Bretton Woods après la Deuxième Guerre mondiale et où les Américains ont une mainmise extraordinaire. Il existe, de facto, une pression énorme sur le FMI et la Banque mondiale. Ces deux institutions voient souvent les choses du point de vue de la Maison Blanche. Effectivement, le FMI et la Banque mondiale n'ont pas joué leur rôle comme il se doit. C'est pourquoi la question de la présidence de ces deux institutions fait débat. Est-ce qu'il faut obligatoirement un Américain à la tête de la Banque mondiale et un Européen à la tête du FMI ?

■ Vous pensez donc que le FMI et la Banque mondiale ne sont pas objectifs dans leur analyse et leurs prescriptions ?

Il existe une emprise américaine indéniable sur les institutions internationales. Soyons francs, ce sont des nommés du gouvernement américain à la tête de ces institutions. Ce sont des gens proches du système américain. Le FMI et la Banque mondiale traitent avec le département américain, mais il y a aussi l'entendement des politiques des uns et des autres. Si le président des Etats-Unis a pris une position, cette position est relayée au FMI et à la Banque mondiale.

■ Mais on peut dire ce qu'on veut, on ne peut se passer de leurs conseils...

Elles possèdent des expertises dans tous les domaines et Maurice s'appuie sur elles pour la bonne gestion de son économie et pour définir les grandes orientations économiques. Je crois que c'est important. Mais en même temps, il faut consolider notre base. On a des économistes, des comptables et des journalistes qui sont valables. Alors on ne peut pas se retrouver dans une situation où on



PHOTOS : NICHOLAS LARCHÉ

ne fait que compter sur les conseils de la Banque mondiale et du FMI sans qu'il ait eu une analyse profonde, des réflexions et des débats à notre niveau. Et c'est là notre grande faiblesse. Est-ce que le ministre des Finances s'engage dans des débats régulièrement sur l'état de l'économie du pays ? Est-ce qu'il y a une réflexion profonde et sérieuse sur la direction à donner à notre économie au bureau du Premier ministre ? Si on ne le fait pas, quand on va vers des institutions comme le FMI et la Banque mondiale, on n'est pas bien préparé pour défendre son dossier. On ne peut pas leur donner la réplique, on est bien obligé d'écouter sagement leurs conseils. Ainsi, puisque c'est l'actualité, la préparation d'un budget ne se fait pas deux mois avant sa présentation, mais bien tout au long de l'année. Donc il faut des réflexions, des analyses et des débats en permanence.

■ Mais quand ça grouille de nommés politiques, ça ne va pas bien loin...

Ecoutez, je fais partie d'un forum, le Mauritius Institute of Directors (MIoD) on Governance. Et on va sortir un Best Practice on Corporate Governance dans quelques jours. Le profil des candidats, qui doit prendre les décisions, tout cela est expliqué dans ce rapport. Moi je crois qu'on peut allier les nominations politiques avec les profils voulus. Mais le nommé politique ne doit pas être nommé au bon gré du politicien sans considérer son profil et sa capacité d'occuper la position qu'on lui offre. Je crois que c'est ça le plus important, c'est que la personne doit cadrer avec la fonction qu'elle occupe.

■ Quel regard portez-vous sur la chute économique de la Grèce ? Comment cet Etat membre de l'Union européenne s'est retrouvé dans une telle situation de crise ?

L'Europe voulait créer un espace extrêmement important sur le plan économique, social et politique. Mais voilà que presque tous les pays européens se retrouvent face à des

problèmes économiques. En ce qui concerne la Grèce, elle souffre davantage parce qu'il y avait des comptes qui n'étaient pas fiables du tout et ce sont des comptes de l'Etat ! C'est grave et on revient encore une fois sur la bonne gouvernance. On ne peut pas avoir une économie dont les comptes sont fictifs. La population, bien évidemment, ne comprend pas tout ce qui se passe et on peut comprendre qu'elle soit désorientée. Le Premier ministre de la Grèce demande du temps pour régler la situation, mais c'est du temps pour faire comprendre aux gens qu'on a vécu au-delà de ses moyens pendant trop longtemps. Diminuer l'effectif de la fonction publique, revoir à la baisse les pensions, évidemment ça choque les gens.

■ Qu'en est-il de l'Espagne et du Portugal ?

La situation est presque générale. Je crois que tous ces pays doivent entamer une refonte de leur système économique, voire de la façon de gouverner. Et ça s'applique pour

Maurice également. On ne peut pas gouverner comme dix ans de cela. Je crois qu'on a besoin d'autocritique et on a besoin de revoir le fonctionnement de nos institutions. Des fois, je me demande si le Parlement fonctionne comme il se doit. Pendant qu'il y a des problèmes sur le plan national et international, le Parlement mauricien est en vacances. Est-ce que les contribuables mauriciens doivent dépenser des millions pour élire un Parlement et ensuite l'envoyer en congé pour six mois durant une année ? Expliquez-moi cette logique, car je ne la comprends pas. Est-ce ça la démocratie ? Je pense qu'avec cette tendance, on aura des problèmes. Les problèmes de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal doivent nous interpeller et on a besoin de réfléchir.

■ Nous commémorerons bientôt le onzième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Mais on oublie que le crash des Twin Tower était également suivi du crash boursier. Ce qui nous amène à poser la question suivante : la crise économique de 2008 aurait-elle eu lieu s'il n'y avait pas eu les attaques du 11 septembre 2001 ?

Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, les Etats-Unis étaient sous le choc. Ils n'avaient jamais pensé qu'il y aurait un jour des attentats de cette ampleur sur leur sol. S'attaquer aux Tours Jumelles, c'est s'attaquer à leur prestige, au symbole même de leur puissance. Et pourtant, une telle attaque a eu lieu.

Juste après, l'espace aérien a été fermé. New York, le centre financier, est durement touché, paralysé. C'est clair que c'était une guerre économique. Trois jours après, le Congrès vote une résolution octroyant encore plus de pouvoirs au président pour s'attaquer aux terroristes. S'appuyant sur un capital de pays sympathisants, le pays de l'Oncle Sam met en place un Global War on Terrorism.

Et toute guerre coûte de l'argent. Les Américains ont ainsi déployé leurs troupes en Afghanistan et en Iraq. Un Homeland Security Department a vu le jour et le système de sécurité a été renforcé. Ajoutez à cela, les dépenses militaires. Tout cela a coûté plus de cinq mille milliards de dollars aux Etats-Unis. Et ce sont les contribuables qui en ont fait les frais. Les bourses sont restées fermées pendant une semaine. A leur réouverture, il y a eu une perte des valeurs estimée à 1,4 mille milliard de dollars. Les pertes d'emplois à New-York se chiffraient à quelques 430 000 par mois, ce qui représentait une perte de revenus de 2,8 mille milliards de dollars. Toute l'activité économique est restée paralysée pendant un bon bout de



temps.

A partir de ces attentats, il y a eu une série de corporate financial scandals. Ce n'est pas directement lié aux attentats, mais chronologiquement on peut noter qu'il y a eu une recrudescence de financial scandals qui ont sapé le système international et qui ont évidemment affecté les autres pays traitant avec les Etats-Unis.

Est-ce que le ministre des Finances s'engage dans des débats régulièrement sur l'état de l'économie du pays ? Est-ce qu'il y a une réflexion profonde et sérieuse sur la direction à donner à notre économie au bureau du Premier ministre ?

Nous avons vu l'effondrement de grandes firmes comme AIG, WorldCom, Tyco et ainsi de suite.

Et puis il y a eu le fameux subprime lending (voir hors-texte). Après les attentats, les entreprises devaient survivre et cela n'importe comment, mais surtout à travers des méthodes pour dire le moins, douteuses. A un moment donné, plusieurs firmes ont déclaré faillite.

C'est à partir de là que le système a explosé. Il faut avouer que quand un pays est engagé dans la guerre, sa priorité c'est la guerre, l'économie passe au deuxième plan. Alors oui, les attentats terroristes ont eu des répercussions massives sur l'économie américaine. Les terroristes avaient en tête de s'attaquer à la puissance économique des Etats-Unis. Sinon pourquoi avoir choisi New York ? Pourquoi avoir choisi le World Trade Center ? C'était planifié. Les terroristes voulaient mettre les Etats-Unis à genoux financièrement.

■ Les méthodes douteuses dont vous faites mention existaient bien avant le 11 septembre 2011

Certes, il y a bien eu des scandales avant les attentats. Mais ces attaques ont affecté l'économie américaine. Les firmes qui faisaient les affaires normalement ont eu des contraintes et ont dû changer leurs méthodes. Avec le temps, c'est devenu un scandale généralisé. En tout cas, Bush n'a rien fait pour redresser la situation économique de son pays. C'est Obama, son successeur, qui a dû faire face à la situation catastrophique quand Bush a quitté la Maison Blanche.

Panique à Wall Street

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les Etats-Unis ont connu une formidable croissance économique. Personne ne s'imaginerait alors qu'une simple journée à Wall Street s'apprête à provoquer l'une des plus graves crises économiques de l'Histoire. De ce fameux "Jeudi noir" à la Seconde Guerre mondiale, la débâcle s'est propagée dans le monde entier. Au cours d'une récession de dix longues années, les pays les plus concernés connaîtront d'importants bouleversements sociaux et politiques. Au cours des années 1920, les Etats-Unis entrent dans une phase de reconstruction où l'économie connaît un certain essor. Mais le système américain est parsemé de failles. Outre la surproduction industrielle, le système repose principalement sur la spéculation boursière et le crédit. La population emprunte de manière excessive pour pouvoir investir en Bourse. Ainsi, lorsque les prix viennent à baisser, les actionnaires s'empressent de revendre leurs titres avant qu'ils ne perdent trop de leur valeur.

La panique s'empare rapidement de Wall Street et mène irrémédiablement à la journée du "Jeudi noir", où près de 13 millions d'actions sont mises en vente. Le cours s'effondre et toute l'économie américaine sombre à une vitesse folle. Les industries ne trouvent plus d'investisseurs et la consommation décroît sans cesse. L'agriculture, déjà en crise depuis des années, plonge davantage, en même temps que les valeurs de ses productions. Quant aux banques, confrontées à l'incapacité des actionnaires à rembourser leurs prêts, elles tombent en faillite les unes après les autres.

Les Subprimes en 2007

Tout a commencé aux Etats-Unis lorsque le marché immobilier américain s'est effondré. Pour financer leurs logements, les Américains ont facilement recours au système des subprimes, des prêts immobiliers à taux variables. Lorsque les maisons ont perdu de leur valeur, les taux d'intérêts ont augmenté et les ménages n'ont pu rembourser leurs prêts, entraînant la faillite des établissements prêteurs. Les banques ont ensuite été touchées et la crise des subprimes s'est propagée dans le monde entier, révélant la complexité des relations entre les systèmes financiers internationaux et les défaillances du système. Les banques internationales, les rehausseurs de crédit et la bulle immobilière américaine en subissent aujourd'hui les conséquences.

Pour tenter d'enrayer la crise des subprimes, les banques centrales de tous les pays ont dû réagir rapidement. La Réserve Fédérale Américaine a notamment baissé son taux directeur à sept reprises. La crise a également eu des conséquences inattendues, comme l'enrichissement de certains courtiers. Le coût total de la crise, même s'il est difficile à évaluer, s'élèverait à 945 milliards de dollars selon le FMI.

L'avoué Richard Toulouse, spécialiste en droits de copropriété, également conseiller légal à la National Housing Development Company (NHDC), évoque le problème de saisie de maison dû aux pertes d'emploi | **LEEVY FRIVET**

ME RICHARD TOULOUSE, AVOUÉ ET SPÉCIALISTE EN DROIT DE COPROPRIÉTÉ

« IL FAUT UNE ASSURANCE POUR PERTE D'EMPLOI »

UN TOIT pour tous. Entre slogan de campagne électorale, statistiques officielles et cérémonies de remise de clés de logements sociaux, la réalité est souvent toute autre.

Dans la grande majorité des cas, l'acquisition d'une propriété privée passe par un prêt bancaire. Incontournable. Toutes les banques ont aujourd'hui leur Housing Loan Schemes. En étalent les facilités à longueur d'encarts publicitaires dans la presse et sur des billboards.

Mais les annonces de ventes à la barre (sale by levy) de maisons saisies pour non-remboursement de prêts démontrent une autre réalité. Les raisons pour incapacité de remboursement pour n'importe quel type de prêt sont diverses. Mais Me Richard Toulouse, avoué spécialisé en droits de copropriété veut attirer l'attention sur une nouvelle donne : le risque de perte d'emploi en raison de la crise.

« DÉVELOPPER UNE CULTURE D'ÉPARGNER »

Les arguments conventionnels ne tiendront pas la route, prévient déjà Me Richard Toulouse. L'avoué estime que beaucoup de gens risquent de se retrouver dans la catégorie de surendettés et à la rue pour non-respect de leurs engagements financiers. « En France, ils ont développé une assurance pour perte d'emploi dans le but d'aider le licencié à sauver sa propriété. Cela peut s'étendre sur période allant jusqu'à six mois. L'assurance en question paie le loyer ou rembourse le prêt de la personne infortunée qui vient d'être remerciée pour des raisons indépendantes de sa volonté », explique le spécialiste.

Il est évident, poursuit notre interlocuteur, que la mise en place d'un tel système à Maurice va se heurter à des réactions conventionnelles. Ce sera impossible si on ne



Acheter une maison est l'affaire de toute une vie. Il faut que chacun en soit conscient, surtout quand il s'agit des prêts avec une période de remboursement d'une longue durée. Il faut que la personne soit convaincue qu'elle a des moyens financiers et même physique de pouvoir respecter un tel engagement

réfléchir avant de prendre une telle décision. « Acheter une maison est l'affaire de toute une vie. Il faut que chacun en soit conscient, surtout quand il s'agit des prêts avec une période de remboursement d'une longue durée. Il faut que la personne soit convaincue qu'elle a des moyens financiers et même physique de pouvoir respecter un tel engagement. Il faut également développer une culture d'épargne. C'est plus facile de prendre des prêts que d'épargner pour beaucoup de personnes et c'est dommage », observe l'avoué. Qui dit ne pas blâmer les banques, « qui sont là pour faire des profits » mais en appelle davantage aux emprunteurs de faire preuve de sagesse avant de signer tout contrat. « Des fois ils ne prennent même pas la peine de comparer les taux d'intérêt et les diverses facilités », constate-t-il.

PLAIDOYER POUR UNE ÉDUCATION FINANCIÈRE

Me Toulouse ne veut pas jouer au prophète de malheur, mais affirme qu'il est temps que des assurances spécifiques soient mises à la disposition des personnes à faible revenu, des travailleurs saisonniers et des employés des secteurs vulnérables.

Dans un autre ordre d'idées, l'avoué plaide pour une éducation financière des ménages. « Construire et offrir des logements sociaux aux personnes vulnérables c'est bien, mais encore faut-il les accompagner, les encadrer. Beaucoup ne savent même pas ce qu'est un budget, n'ont aucun sens de la priorité. Ce sont des petits détails qui peuvent paraître insignifiants, mais qui peuvent être la source de drames. Un budget mal conçu et mal géré c'est l'endettement garanti, le surendettement, jusqu'à la faillite et la saisie de son bien immobilier », soutient Me Richard Toulouse.

vient pas avec un projet novateur, avance-t-il. « Et surtout ne pas imposer des critères spécifiques que l'on sait d'avance impossible à respecter pour la majorité des gens. Il est grand temps qu'on vienne avec une formule. Trop de gens voient leur maison saisie suite à une perte d'emploi ou de maladie imprévisible », plaide l'avoué confronté quotidiennement à ce genre de drames.

Me Toulouse estime que toute personne voulant contracter un prêt doit bien

COPROPRIÉTÉ

Recherche syndics désespérément

Les Tower, Court et autres Park et les résidences et autres appartements de la NHDC ont au moins

une chose en commun : ils font tous face à la même difficulté ; celle de trouver des syndics | **LEEVY FRIVET**

LE DROIT civil prévoit la création d'un syndic pour toute propriété qualifiée légalement de copropriété, c'est-à-dire occupée par un minimum de deux personnes.

Mais pourquoi ce problème de syndic ? « Je crois que le Mauricien n'a pas encore développé la culture de copropriété. Ce qui explique que la loi exigeant la création d'un syndic et d'un resident manager arrive difficilement à être mise en pratique par ceux directement concernés », observe Me Richard Toulouse.

L'avoué, qui est aussi conseiller légal de la NHDC, précise, tout de suite, qu'il ne faut pas penser que c'est uniquement les logements sociaux qui sont affectés par ce problème. « C'est un problème qui a toujours existé et c'est avant tout une question de culture et de mentalité », insiste-t-il.

Selon l'avocat français Serge Diebolt auteur du livre « Droit pour Tous », gérer une copropriété au quotidien, c'est d'abord l'entretenir. Il faut donc bien connaître les majorités nécessaires à réunir, car les travaux entraînent des charges souvent (mais non nécessairement) réparties selon vos tantièmes. Une bonne connaissance des copropriétaires et de leurs antagonismes permet au conseil syndical de gérer les assemblées générales.

A PROBLÈMES COMMUNS, RÉGLEMENTS COMMUNS

Dès qu'on est à deux sur une propriété avec des espaces, certes séparés, on est déjà copropriétaires. Cela signifie qu'on fait face à des problèmes communs et chacun à sa façon à lui de les régler. C'est là qu'intervient la loi. A problèmes communs, règlements communs. Sinon, c'est l'anarchie, chacun fait comme il veut.

Le règlement de copropriété, rendu obligatoire par la loi du 10 juillet 1965 pour toute copropriété d'immeubles bâtis, est une charte élaborée et votée en assemblée générale par les premiers copropriétaires de l'immeuble. Cette loi française a été adoptée dans la loi mauricienne à travers le code civil - article 664.

Cette loi fixe les droits et les devoirs de chacun des copropriétaires, distingue les parties communes des parties privatives ainsi que la manière dont ces dernières seront utilisées (espace vert, parking...), détermine la destination de l'immeuble (habitation, commerciale...),



DE CAROL À DUBREUIL

L'histoire du logement social, à Maurice, est étroitement liée à celle des cyclones. L'Etat ne s'y serait peut-être jamais engagé sans les catastrophes cycloniques. Ainsi, suite au passage du terrible Carol - 39 morts, 845 blessés et 68 240 sans abris - en février 1960, le gouvernement colonial s'embarqua dans un vaste projet de constructions de « cités » (Longtill) à travers le pays ; Attlee, Malherbes, Mangalkhan à Curepipe, Valljée à Port-Louis, Argy à Flacq, Ste-Claire à Goodlands en témoignent. Il créa, à cet effet, la Central Housing Authority (CHA) pour réaliser le programme. Suite à cette traumatisante expérience, les Mauriciens allaient changer leur mode de construction en privilégiant davantage le béton au détriment de la tôle et du bois.

D'autres cyclones, aussi dévastateurs que Carol, obligèrent les autorités à investir dans des constructions de logements sociaux. Claudette, Gervaise, Hollanda et Firinga, de sinistre mémoire, firent aussi de nombreuses victimes. On parle encore, aujourd'hui, de Firinga Type House.

De nos jours, c'est le Trust Fund for Social Integration of Vulnerable Groups, lancé depuis plus d'une dizaine d'années, qui se charge de tout projet de construction de logements sociaux. Parmi ses dernières réalisations, le village de La Valette, à Bambous, et le relogement des squatters de Dubreuil.

la répartition des charges entre les lots ainsi que les modalités d'administration de l'immeuble (désignation d'un syndic bénévole par exemple).

Il est donc crucial de déterminer les parties privatives des parties communes. Selon le code civil, sont privatives les parties des bâtiments et des terrains réservées à l'usage exclusif d'un copropriétaire déterminé. Les parties privatives sont la propriété exclusive de chaque copropriétaire. Dans le silence ou la contradiction des titres, sont réputées parties communes : le sol, les cours, les parcs et jardins, les voies d'accès ; les gros œuvres des bâtiments, les éléments d'équipements commun y compris les parties de canalisation y afférentes qui traversent les locaux privatifs ; les locaux des services communs ; les passages et les corridors ; les balcons et les loggias qu'ils soient réservés à l'usage exclusif d'un ou de plusieurs copropriétaires. Le droit de mitoyenneté afférent aux parties communes est, dans le silence ou la contradiction des titres, réputé droit accessoire aux parties communes.

Tout résident d'une copropriété est souscrit à la loi et dans le cas où il y a un vide juridique, la justice peut faire nommer un administrateur provisoire. A la NHDC, le gouvernement est allé dans ce sens et a nommé des administrateurs pour chaque complexe. « Une très bonne décision », trouve Me Toulouse, ajoutant qu'une telle intervention de l'État est, sans doute, unique au monde.

90 NOUVEAUX FONCTIONNAIRES À NOTRE SERVICE

L'administration publique compte, depuis lundi, quatre-vingt dix nouveaux employés. Leur ministre de tutelle, Sutyadeo Moutia, leur a souhaité la bienvenue, au cours d'une rencontre au Vaghjee Hall, à l'Hôtel du gouvernement

DANS SON discours de circonstance, le ministre a exhorté les nouveaux fonctionnaires à se dévouer au travail en vue d'offrir un service de qualité, impartial, efficace et efficient. Il les a également encouragé à poursuivre leur formation car le milieu de la fonction publique est devenu très compétitif. De même, les méthodes de gestion évoluent sans cesse et exigent beaucoup des employés.

« Le monde est en situation de

crise économique depuis 2008. Les secteurs publics et privés des pays développés annoncent leur intention de réduire ou de restructurer leurs activités. Des milliers de personnes se retrouvent sans emploi et les opportunités d'embauche sont quasiment inexistantes. Ici, nous sommes en train de recruter dans la fonction publique et si vous surfez sur le site web des agences de recrutement vous verrez que même le secteur privé a des postes à offrir à ceux détenant

une certaine formation », s'est réjoui Sutyadeo Moutia.

Il a aussi souligné le fait que les organisations dans lesquelles les nouvelles recrues devront travailler sont soumises à un examen approfondi par le Public Accounts Committee, le National Audit Office, les médias et le public en général. « C'est pourquoi il est de notre devoir d'être méticuleux dans tout ce que nous entreprenons », a conclu le ministre.

Nouvelle nomination pour Bheenick

RUNDHEERSING BHEENICK continue son ascension sur le continent africain. Après s'être vu décerner le titre de Central Banker of the Year 2011 en Afrique, le gouverneur de la Banque de Maurice vient d'être nommé vice-président de l'Association of African Central Banks (AACB). Son nom avait été proposé par ses pairs de la section Afrique de l'Est lors de la 36e assemblée de l'association qui s'est tenue le 30 août dernier en Algérie. C'est le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohammed Laksaci, qui en



assumera la présidence.

A noter que c'est la Banque centrale de Maurice qui organisera la 37e assemblée de l'Association of African Central Banks en août de l'année prochaine.

LOCAL GOVERNMENT SERVICE COMMUNIQUE VACANCIES

(Details of this advertisement are also available at <http://lgsc.gov.mu>)

POST

Planning Inspector, Local Government Service

SALARY

The Permanent and Pensionable post carries salary in the scale of Rs14200 x 400 – 15000 x 500 – 16000 x 600 – 23200 x 800 – 28000 x 1000 – 29000 a month plus salary compensation at approved rates.

Appointment to the grade in a temporary capacity carries salary at the flat rate of Rs14200 a month plus salary compensation approved rates.

AGE LIMIT

Candidates should have reached their 18th birthday and, unless already in the Local Government Service/Public Service/Approved Service should not have reached their 40th birthday by the closing date for the submission of applications.

QUALIFICATIONS

A. (i) A Cambridge School Certificate with credits in at least five subjects including English Language, French and Mathematics or Principles of Accounts obtained at not more than two sittings; or

(ii) Passes not below Grade C in at least five subjects including English Language, French and Mathematics or Principles of Accounts obtained at more than two sittings at the General Certificate of Education "Ordinary Level" provided that at one of the sittings, passes have been obtained either (i) in five subjects including English Language with at least Grade C in any two subjects or (ii) in six subjects including English Language with at least Grade C in any one subject.

Note

Candidates not possessing a credit in English Language at the Cambridge Scholl Certificate will also be considered provided they possess passes in at least two subjects at "Principal Level" and one subject at "Subsidiary Level" as well as the General Paper obtained on one certificate at the Cambridge Higher School Certificate Examinations.

B. A Cambridge Higher School Certificate or passes in at least two subjects obtained on one certificate at the General Certificate of Education "Advanced Level".

C. Diploma in Town and Country Planning or Urban Planning from a recognised institution.

D. Candidates should be computer literate.

Qualification at A above should have been obtained prior to qualification at B above.

Or

Equivalent qualifications to A, B and C acceptable to the Local Government Service Commission.

NOTE

Candidates should enclose photocopies of their National Identity Card, academic/technical qualifications and where applicable, relevant documentary evidence of experience claimed.

IMPORTANT

(i) Qualifications obtained after the closing date will not be accepted. Only qualified persons should apply.

(ii) Incomplete, inadequate or inaccurate filling of the application form may cause elimination of candidates from the competition.

(iii) Applications not made on the prescribed form will be rejected.

(iv) Applications received after the closing date and time will not be accepted. The onus for the prompt submission of applications so that they reach the **Secretary** of the Commission in time lies solely on applicants.

(v) The Commission reserves the right not to make any appointment following this advertisement.

CLOSING DATE

Applicants should reach the **Secretary**, Local Government Service Commission, Louis Pasteur Street, Forest Side **not later than 15 00 hours on Monday 24 September, 2012.**

(i) Qualified Candidates should submit their applications:

(a) **Either**

on **LGSC Form 7** which may be obtained either from the office of the Local Government Service Commission, Louis Pasteur Street, Forest Side or from any Local Authority.

(b) **Or**

online through the website of the LGSC at <http://lgsc.gov.mu> or through the Government Citizen Portal at <http://citizen.gov.mu>

Note 1: Details of this advertisement as well as the application form (LGSC Form 7) are also available on the website of the LGSC at the above-mentioned address.

Note 2: Prospective candidates willing to submit their applications form online may also call on weekdays **either** at the seat of the Local Government Service Commission from 13 00 to 15 00 hours **or** at any Local Authority during the prescribed hours where such facilities are offered free of charge.

Note 3: Acknowledgement of application will be made as far as possible by **e-mail**.

(ii) Candidates already in the Local Government Service should submit their applications **in duplicate**, the original should be sent directly to the **Secretary** of the Local Government Service Commission and the duplicate one to their Responsible Officer, who will forward it to the Commission **within a week after the closing date**.

(iii) Candidates are advised to read carefully the **"NOTES AND INSTRUCTIONS TO CANDIDATES"** before filling in the application form.

(iv) The envelope should be clearly marked on the top left-hand corner:-

"Post of Planning Inspector, Local Government Service"

Local Government Service Commission
Louis Pasteur Street
FOREST SIDE

Date: 04 September, 2012.

ATELIER DE TRAVAIL INTERACTIF

Directeurs en formation

Renforcer la capacité des directeurs à revaloriser leur apport, personnel et collectif, au développement de l'entreprise. Tel est l'objectif visé à travers un atelier de travail interactif qu'organise le Mauritius Institute of Directors (MioD) demain, au Flying Dodo, à Bagatelle

CET ATELIER éducatif, orienté à l'attention des directeurs, aura pour thème « *Board Performance and Induction* » et sera animé par Kim Andersen, Organisational Development Expert & Master Trainer on Ethics, Leadership & Corporate Governance.

L'atelier de formation permettra aux participants d'appréhender la pertinence de l'efficacité du conseil d'administration et fera aussi un survol de l'état actuel des connaissances autour du rendement exécutif et des dernières tendances mondiales des bonnes pratiques en matière de rémunération aux niveaux des compagnies.

Pour Jane Valls, CEO de MioD, « *la bonne gouvernance implique la responsabilisation exécutive ; il est, à ce titre, indispensable pour tout conseil de direction de veiller à ce que l'efficacité ainsi que ses dispositifs de mesure s'appliquent d'abord à lui-même* ». Et de souligner que l'efficacité au niveau de la direction « *doit être un processus constant et permanent, intégrant la nécessité pour les*



nouveaux directeurs à s'adapter à leurs rôles ».

Le Mauritius Institute of Directors est d'avis que la viabilité pérenne de l'entreprise dépend du renouvellement continu de son conseil, mais aussi de sa faculté à varier ses compétences. D'où l'importance que l'institution accorde à la question de succession au plus haut échelon de l'entreprise : présidents, CEOs, directeurs ou hauts cadres.

La planification de la relève au sein du conseil d'administration et du management fera l'objet d'un autre atelier de formation prévu pour le jeudi 13 septembre. Les participants pourront ainsi se familiariser aux enjeux liés au renouvellement rapide et structuré des compétences au sein des conseils d'administration et de management, sans que ce processus n'empiète sur la conduite des affaires courantes.

L'INDE EST connue pour ses expériences réussies dans l'élaboration des programmes et des politiques pour le secteur des Petites et Moyennes Entreprises (PME). Programmes que la ministre Mireille Martin souhaite reproduire à Maurice.

Pour cela, elle a participé à la 12e Conférence mondiale sur « *La libéralisation du commerce et son impact global sur les femmes entrepreneures* », organisée par la Fédération des Femmes Entrepreneurs Indiens (FIWE). Dans une rencontre, ce lundi, avec son homologue indien, Shri Vayalar Ravi, ministre des Micro, Small and Medium Enterprises (MPME), Mireille Martin, ministre de l'Égalité des genres, du Développement de l'enfant et du Bien-être de la famille, a formulé une demande auprès de l'État indien pour la mise sur

PETITES ENTREPRISES

Mireille Martin s'inspire de l'expertise indienne



un pied des programmes spécifiques pour la promotion de l'entrepreneuriat des femmes à Maurice. Elle a également étudié la possibilité d'organiser des cours pour les formateurs mauriciens avec la coopération de l'Inde.

Le ministre de la MPME a conseillé Maurice de se pencher sur le programme d'incubateur de la NSIC (National Institute of Small Industry Extension Training) qui a un taux de réussite très élevé en terme de création

d'entreprises par les stagiaires. Il a également encouragé notre pays à former les femmes entrepreneures dans le domaine des arômes et des parfums, car l'île est une source riche en terme de plantes médicinales et aromatiques.

Bilan de cette réunion : les deux parties ont proposé de signer un protocole d'accord dans le domaine de la formation et du perfectionnement des compétences mauriciennes. En vertu de cet accord, les formateurs mauriciens se rendront en Inde pour acquérir et approfondir leurs connaissances qu'ils transmettront ensuite aux opérateurs locaux.

Air Mauritius accueille Dass Thomas

APPALSAMY (DASS) Thomas est depuis jeudi dernier, le chairman d'Air Mauritius. Nomination entérinée par le conseil d'administration de la compagnie nationale d'aviation qui s'était réuni le même jour.

Dass Thomas est présentement chef des ressources humaines, du marketing et des communications de Harel Mallac et président de Mauritius Telecom. Il a commencé sa carrière chez Air Mauritius et y a passé treize années, occupant plusieurs postes, dont celui de conseiller exécutif au président et directeur général. En 1986, il se joint à la British American Tobacco (Mauritius) en tant que directeur des ressources humaines avant de se lancer dans une carrière internationale de 5 ans avec la même compagnie. De retour au pays en 2001, il se joint à DCDM en tant que consultant free-lance et devient en 2004, le CEO de la compagnie pour la région Afrique.

Appalsamy Thomas est titulaire d'un diplôme en Occupational Health and Safety ainsi qu'un MBA de l'Université de Surrey, Royaume-Uni. Il est membre des organismes tels que Chartered Institute of Management du Royaume-Uni, du Mauritian Institute of Management et du Mauritius Institute of Directors.

Microsoft veut connecter 89 000 écoliers à l'internet

MICROSOFT (MAURITIUS) a présenté un modèle économique pour l'inclusion numérique, mardi dernier au Swami Vivekananda International Conference Centre (SVICC), lors de la 18e Conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth.

Ce modèle vise à connecter 89000 écoliers âgés entre 5 et 17 ans qui viennent des familles pauvres, à l'internet. Selon Microsoft, ce modèle aidera le gouvernement mauricien à réaliser des économies de \$167 millions soit plus de Rs 5 milliards et à générer des revenus de \$1.213 milliards soit Rs 36 milliards, et cela sur la période de vie des bénéficiaires. Au total, cela représenterait des bénéfices de Rs 41 milliards pour le pays.

Joice Fernandes est un des principaux acteurs du Projet Magellan au Portugal où le gouvernement a offert des ordinateurs portables à tous les étudiants - 1 million de jeunes Portugais. Fort de ce succès de collaboration entre un Etat et des entreprises privées, Microsoft a mis sur pied le programme « *Shape The Future* » pour la réalisation d'autres projets d'inclusion numérique à travers le monde.

Microsoft a été un des principaux sponsors et participants à la 18e Conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth. Ainsi, Microsoft et ses partenaires - Intel, Leal Communication & Informatics Ltd, HP, Netsupport, Samsung et Vastratech - ont présenté la salle de classe du 21e siècle, sur l'un des plus grands stands du salon. Ce stand met en valeur les dernières technologies relatives au secteur éducatif développées par Microsoft et ses partenaires.

Exportations vers l'Afrique en hausse

LA CAMPAGNE de promotion du potentiel africain commence à donner des résultats. Maurice voit ses exportations vers l'Afrique grimper de façon intéressante. C'est ce qu'indique Enterprise Mauritius dans un récent rapport.

Les exportations mauriciennes vers cette partie du monde ont augmenté de 18,3% pour les six premiers mois de l'année, passant de Rs 6,111 milliards pour la période de janvier à juin 2011 à Rs 7,232 milliards. Les exportations vers les marchés non-traditionnels ont augmenté par 22,7%, passant de Rs 7,915 milliards à Rs 9,710 milliards pour le premier semestre de l'année.

Toutefois, les chiffres d'exportations vers l'Europe ont enregistré une baisse de 5,3%, soit Rs 19,1 milliards pour la période de janvier à juin 2012 contre Rs 29,272 milliards la même période l'année dernière. Cette baisse est principalement due à la crise dans la zone euro. Les chiffres montrent aussi que nos exportations vers les États-Unis ont régressé de 1,5% passant de Rs 3,126 milliards à Rs 3,078 milliards pour les mêmes périodes. Cette baisse, explique Dev Chamroo, Chief Executive Officer d'Enterprise Mauritius, est peut-être attribuée à l'incertitude qui planait autour du renouvellement du Third World Country Fabric.

Mais en général, notre secteur d'exportation reste résilient et continue de croître à un rythme lent, avec une hausse de 6% par rapport à la période correspondante de l'année dernière. Les chiffres sont passés de Rs 36,1 milliards à Rs 38,4 milliards.

En même temps, la diversification des marchés se poursuit. Surtout après que la dépendance de Maurice sur l'Union européenne, notre marché traditionnel, a chuté, passant de 64,9% (de janvier à juin 2011) à 59,6% (de janvier à juin 2012). Par contre, nos exportations sur les marchés non traditionnels a augmenté de 25% à 30% au cours des mêmes périodes.

A noter qu'une étude menée par Maplecroft sur l'Eurozone Exposure Index place Maurice parmi les 10 pays les plus vulnérables si jamais la crise dans la zone euro s'intensifiait. L'île Maurice est classée 7e dans l'index, juste en-dessous de la Mauritanie et du Mozambique, les deux autres pays africains les plus exposés à une crise dans la zone euro.

TAXATION

MCMILLAN WOODS MAURITIUS COMMENTS ON GAAR'S POSTPONEMENT

The 'Committee of experts' set up by Indian Prime Minister Manmohan Singh last July to address concerns of stakeholders on GAAR has submitted its draft 109-page long report to the Finance Ministry

THE MAIN recommendations of the committee chaired by Dr Parthasarathi Shome are:

1. Implementation of GAAR to be deferred by 3 years on administration grounds;
2. GAAR provisions should not apply to examine the genuineness of the residency of an entity set up in Mauritius (Circular No. 789 of 2000 – Tax Residency Certificate);
3. To abolish tax on gains arising from transfer of listed securities;
4. New definition of commercial substance: 'An arrangement that does not have a significant effect upon the business risks, or net cash flows of any party to the arrangement apart from any effect attributable to the tax benefit';
5. Investments existing on date of commencement of GAAR would be 'exempted';
6. GAAR only applicable if the monetary threshold of tax benefit is Rs 3 crore and more;
7. The administration of Authority for Advance Ruling (AAR) should be strengthened so that an advance ruling may be obtained within the statutory timeframe of 6 months;
8. Where only part of the arrangement is impermissible, the tax consequences of an 'impermissible avoid-

ance arrangement' will be limited to that portion of the tax arrangement only.

McMillan Woods Mauritius believes that although the report recommends that the Tax Residency Certificate in the India-Mauritius treaty is not to be overridden, the new definition of 'commercial substance' seems to make irrelevant the fact that decision-making (i.e. Board meetings) is done from Mauritius. The implications of this in the medium to longer term will have to be further assessed.

The report gives 37 illustrative cases where GAAR provisions will be considered applicable or not applicable. Example 11 applies to the use of Mauritius GBC by a 'third country' for investment in India. The interpretation was clear that such an arrangement 'created with the main purpose of avoiding capital gains tax in India by routing investments through a favourable jurisdiction. Therefore GAAR may be invoked and treaty benefits denied'. However, the interpretation clearly says that this would NOT override Circular No. 789 of 2000 – Tax Residency Certificate. A similarly treatment is given to the Limitation of Benefits clause applicable in the India-Singapore treaty.

In its closing remarks of its Executive Summary, the Committee states that 'It

would be perspicacious for the government to postpone the implementation of GAAR for 3 years with an immediate pre-announcement of the date to remove uncertainty from the minds of stakeholders. A longer period of preparation should enable appropriate training at the AO (Assessing Officer) and Commissioner levels. It would also enable tax payers to plan for a change in the anti-avoidance regime that would allow legitimate tax planning reflecting a proper understanding of the new legislation and guidelines, while eschewing dubious tax avoidance arrangements'.

The Committee of experts was constituted after the first draft guidelines on GAAR failed to appease uncertainty amongst investors. GAAR was announced in Budget 2012-13 with the intention of cracking down on tax avoidance. The crux is that authorities can deny tax benefit to any business arrangement or a transaction, termed 'impermissible avoidance arrangement', if they feel it has been primarily entered into to avoid taxes.

According to McMillan Woods Mauritius the report has sought comments from the stakeholders by 15th September with the aim to submit the final GAAR guidelines and a roadmap for implementation to the government by 30th September.

La Prudence sensibilise à l'assurance-vie

LA PRUDENCE Life Insurance souhaite mettre l'accent sur l'importance de l'assurance-vie. Cette compagnie membre du Mauritius Union Group mènera, pendant tout au long de ce mois, une campagne de sensibilisation destinée à inciter le public mauricien à faire le point sur leurs besoins en assurance-vie. La première campagne de sensibilisation a eu lieu au Caudan lundi.

Pour démarrer cette campagne, les agents de la compagnie ont donné dans le symbolisme en offrant des plantes aux passants. Les plantes représentent la fragilité de la vie. En ce faisant, la Prudence Life Insurance a voulu amener le public à réfléchir quant à la planification d'une



couverture assurance appropriée afin de mieux protéger leurs proches. « Nous souhaitons faire comprendre au public que l'assurance-vie, au-delà d'une solution d'épargne, permet surtout d'assurer à vos proches une stabilité financière dans les cas où

quelque chose devait vous arriver », explique Clarel Marie, Acting General Manager de La Prudence Life Insurance.

Selon des statistiques rendues publiques le 27 août dernier, le nombre de décès a augmenté de 2,7 % à Maurice.

4 512 décès ont été enregistrés pour les premiers six mois de l'année. Ce chiffre continuera d'accroître si on se base sur les prévisions du bureau des statistiques, qui prévoit 9 210 décès en 2012. Cependant, le pourcentage des Mauriciens ayant souscrit à une assurance-vie demeure très faible. D'où l'initiative de La Prudence Life Insurance.

Cet évènement sera répété ce samedi au centre commercial de Phoenix à partir de midi. Le Life Insurance Awareness Month sera soutenu par une campagne de mass-emailing et de sensibilisation aux solutions d'assurance-vie dans toutes les branches de la Mauritius Union à travers l'île.

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

JEAN-CLAUDE DE L'ESTRAC PASSE À L'ATTAQUE

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien veut passer immédiatement à l'action et développer au maximum la coopération régionale. Plusieurs projets seront mis sur la table des négociations à partir de la semaine prochaine | **LEEY FRIVET**

LA COMMISSION de l'océan Indien (COI) ne va pas sommeiller. C'est ce qu'affirme Jean-Claude de l'Estrac, qui insiste que non seulement les objectifs de la commission doivent être atteints, mais que tous doivent voir qu'ils ont été atteints. Le secrétaire général de la COI s'est cependant dit inquiet sur l'avenir des financements étrangers des blocs régionaux.

La communauté internationale et les bailleurs de fonds des groupes régionaux, dont la COI, veulent avant tout voir les résultats du travail accompli par ces derniers. Le financement en question pour la période 2014-2020 est l'un des trois piliers de coopération entre l'Union européenne et les pays Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP). Elle concerne l'aide au développement qui prend la forme d'une enveloppe périodique conformément aux provisions de l'Accord de Cotonou. Actuellement, nous sommes dans le cadre du 10e Fonds européen de développement, communément appelé le FED, dont le montant pour la région Afrique australe et orientale et océan indien (AFOA-OI) est de l'ordre de 619 millions d'euros.

ENGAGEMENTS RÉGIONAUX

« La COI n'a pas d'enveloppe d'aide particulière depuis la signature de l'Accord de Cotonou en l'an 2000, mais en partage un avec les organisations régionales de la région AFOA-OI. Ceci parce que ces pays sont membres de plusieurs organisations régionales et une enveloppe commune évite les duplications, assure une cohérence dans les projets régionaux et contribue à une exploitation optimale des ressources humaines des organisations régionales et des pays bénéficiaires à l'étude », a souligné Jean-Claude de l'Estrac.

Ce dernier a d'ailleurs participé à une réunion des représentants des ordonnateurs nationaux du FED et des ministères en charge de l'intégration et de la coopération régionale des ACP, du Marché Commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et de la COI. La réunion qui s'est tenue à Nairobi, en août dernier, a concerné la mise en œuvre des engagements régionaux et la programmation du 11e FED.

Jean-Claude de l'Estrac insiste que le travail fait par ces blocs régionaux doit être plus visible. La COI a en tout cas dé-



VISION. Impossible de confronter les défis économiques sans traiter la question de connectivité, déclare le secrétaire général de la COI

cidé de passer à l'offensive avec la tenue, à Maurice, les 10 et 11 septembre prochains, d'un atelier de travail regroupant des représentants des secteurs public et privé régionaux, de même que les partenaires de développement, sur un projet de desserte maritime intra-régionale

Y participeront des experts nationaux du commerce régional et international, du transport maritime, des Chambres de commerce, des autorités du port, de compagnies maritimes, des exportateurs et des importateurs de la région. « Il n'est pas possible de confronter les défis économiques et commerciaux de l'intégration régionale sans traiter de la question de connectivité », soutient Jean-Claude de l'Estrac.

Se tiendra également, à l'île de La Réunion, en novembre, une conférence ministérielle sur le tourisme régional, suivi par la reprise des activités du Programme Régional de Surveillance des Pêches (PRSP), financé par l'Union européenne dans l'espace maritime de l'Indianocéanie.

MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME FIABLE ET CRÉDIBLE

La COI compte également jouer un rôle crucial dans la tenue des élections présidentielles et législatives à Madagascar. Un rôle déterminant si la partie malgache est d'accord sur la formule proposée. « J'avais participé moi-même activement à la conférence de la CENIT

(Ndlr : La Commission Electorale Nationale Indépendante pour la Transition). Cette commission est en train de mettre en place les dispositifs que l'on souhaite transparents, justes et crédibles pour les organisations des prochaines élections. Cette commission avait eu la responsabilité de déterminer le calendrier électoral. Ce calendrier a été maintenant fixé. Pour la première fois de son histoire, Madagascar va introduire le bulletin unique. »

« Madagascar avait une pratique, dans les élections, où c'était la responsabilité des candidats d'imprimer les bulletins multiples et de les distribuer eux-mêmes. Cela pouvait éventuellement permettre des manipulations. En tout cas, cela a toujours provoqué des contestations. Je crois que nous sommes en train d'aller vers un système qui va garantir, aux yeux des Malgaches d'abord, mais aussi aux yeux de la communauté internationale, que le système est fiable et crédible.

« La COI participe activement à la mise en place de ce système. Le gouvernement mauricien est au courant d'une proposition qui a été formulée et qui consiste à assurer l'impression des bulletins de vote à Maurice par l'imprimerie gouvernementale, qui a le respect de l'ensemble des acteurs de la région, qui a fait ses preuves et qui est crédible. D'ailleurs, le commissaire électoral mauricien, Irfan Rahman, a conduit une mission au nom de la COI chez la CENIT.

« Le ministre mauricien des Affaires étrangères a également évoqué cette possibilité. Cela reste encore une possibilité, car

QUESTION D'IMPRESSION...

Maurice a évoqué, avec l'aide de l'Australie, la possibilité de financer le processus d'impression des bulletins de vote pour les élections à Madagascar. Néanmoins, une section de la presse malgache remet en question cette proposition de la COI. Le journal malgache La Gazette de la Grande île a critiqué cette démarche en affirmant que Maurice et des entreprises privées mauriciennes voulaient profiter de la crise malgache.

« La COI aurait proposé à la CENIT d'imprimer les bulletins uniques à Maurice, sur financement australien. Aussi, les observateurs s'interrogent : pourquoi Jean-Claude de l'Estrac se permet-il de déterminer aussi rapidement dans sa proposition que l'impression des bulletins uniques se fasse à Maurice ? Pourquoi pas à Madagascar, celle-ci étant membre à part entière de la COI et premier concerné par l'élection ?

« Premier responsable administratif de la COI, M. De l'Estrac essaie de faire profiter d'abord son pays et les entreprises mauriciennes de la manne financière australienne en vue de financer les élections malgaches, alors que Madagascar, avec moins d'une dizaine d'imprimeries, est capable d'imprimer les bulletins uniques tout en économisant sur le transport (Maurice étant à plusieurs centaines de km) et le temps. « Le mieux serait de faciliter l'importation des matières premières nécessaires et d'imprimer les bulletins sur place, à moins que la CENIT, présidée par Béatrice Atallah, trouve un bénéfice à Maurice », écrit le journal.

Des accusations auxquelles la COI a immédiatement réagi. « Il est totalement faux d'affirmer que la proposition a été faite dans le but de faire profiter d'abord (...) les entreprises mauriciennes de la manne financière australienne, car aucune entreprise privée ne sera concernée, et qu'en l'occurrence, si cette initiative devait se concrétiser, le gouvernement australien, par le biais de la COI, et le gouvernement mauricien, soutiendraient cette proposition », a riposté l'organisation régionale.

il y a encore beaucoup d'éléments pratiques, techniques et financiers à régler. Mais c'est une proposition qui est acceptée par l'ensemble des acteurs malgaches. Personnellement, je souhaite que cela soit possible.

« La COI est en train de mener ses actions grâce au soutien financier de l'Australie et sera en mesure de participer à cette opération d'impression, et éventuellement d'acheminement et de sécurisation des bulletins de vote lors des prochaines élections », a déclaré le secrétaire général de la COI.

SUCCESS.MU

MISER POUR BÂTIR L'AVENIR

Success.mu Young Entrepreneur Award (YEA), une initiative du British American Investment Group (BAInvestment Group), a été lancé en grande pompe à l'hôtel Maritim, jeudi dernier en présence de plusieurs personnalités dont le ministre des Finances, Xavier-Luc Duval

CETTE INNOVATION du groupe BA Investment vise à promouvoir l'entrepreneuriat auprès des jeunes, afin de soutenir le développement économique, la création d'une richesse durable, engendrant au passage un nouveau pouvoir socio-économique. Success.mu sera un incubateur de projets, sélectionnés au préalable sur des critères spécifiques permettant d'identifier des entrepreneurs potentiels. Ce concours est ouvert à tous les citoyens du territoire mauricien.

Selon Dawood Rawat, Chairman du groupe BA Investment, « *l'entrepreneuriat demeure la planche de salut de notre pays* ». C'est avec un optimisme débordant qu'il aborde ce projet qui « *ouvrera la voie à une nouvelle ère d'espoir et de progrès, mais qui se concrétisera grâce à notre sueur, matière grise et personnalité* ».

A préciser que ce projet ne fait pas partie des activités du programme CSR du groupe BA Investment mais s'inscrit dans l'engagement de ses dirigeants à intégrer le développement économique et l'in-

vestissement dans l'avenir dans la stratégie la compagnie.

Success.mu choisira trois projets d'affaires développés et proposés par les trois jeunes entrepreneurs ou aspirants entrepreneurs qui auront été sélectionnés comme les plus méritants. Une équipe de soutien avec diverse compétences spécialisées accompagnera les sélectionnés dans la réalisation de leur projet durant les trois prochaines années.

SOUTIEN PROFESSIONNEL

Success.mu fournira une aide financière d'un million de roupies cash non remboursable à chaque sélectionné, somme qui servira comme capital initial pour le démarrage du projet. De plus, Success.mu accordera un soutien professionnel et commercial évalué à 2 millions de roupies pour l'achat des équipements, une assistance professionnelle et technique, la formation et la commercialisation des produits ou services.

Cette initiative qui s'applique à tous les

secteurs d'activités s'adresse particulièrement à deux groupes : premièrement, les aspirants entrepreneurs, c'est-à-dire ceux qui ont un projet commercial qu'ils n'arrivent pas à concrétiser faute de moyens financiers ou techniques. Success.mu récompensera les idées originales, créatives et innovantes et aidera les lauréats à convertir leurs projets en des entreprises commercialement viables.

En deuxième lieu, le groupe BAI veut aider les entrepreneurs débutants qui viennent de démarrer leur entreprise ou qui sont en affaires depuis quelque temps, mais qui manquent de compétences, de soutien financier et d'encadrement aux niveaux stratégique, managerial et organisationnel. Success.mu vise à les guider à développer leurs talents pour améliorer et faire fructifier leur entreprise.

Pour participer à ce projet, les jeunes citoyens de Maurice et de Rodrigues sont appelés à remplir le formulaire d'inscription disponible dans les succursales du groupe et sur le site www.success.mu.

Success.mu fournira une aide financière d'un million de roupies cash non remboursable à chaque sélectionné, somme qui servira comme capital initial pour le démarrage du projet



Ayesha Rawat, l'épouse de Dawood Rawat, entourée de ses deux filles Laina Rawat et Adeela Rawat-Feistritz, directrices de Seaton Investment



Paul Olsen, directeur de Otayo et Denis Ithier, directeur général de La Sentinelle Ltée



L'assistance a eu l'occasion d'assister au prélude du spectacle La Traviata



Xavier-Luc Duval (vice Premier ministre et ministre des Finances), Dawood Rawat (Chairman de Seaton Investment), Farouk Hossen (CEO de Farouk Hossen Opticians) et Bashir Currimjee (Chairman du groupe Currimjee Jeewanjee)



Les membres du Young Entrepreneur Award : Eddy Yeung, directeur de Ciel Textile et président du CEA Committee, Ibrahim Vayid, Management Consultant à APEX, Omar Rawat, Partner à FINACC, entourent Kerima Rawat, directrice de Centosis



Le Chairman Dawood Rawat discutant avec Alain Gordon-Gentil, conseiller au bureau du Premier ministre et Rabin Bhujun, rédacteur en chef de L'Express-dimanche



Ehshan Kodarbux, directeur du Defi Media Group, Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire de la COI et Kiran Ramsahay, rédacteur en chef du Matinal



Yousouf Iqbal Dilmohamud, Dan Maraye, Jenny Pidial, Anne-Christine Levigne-Fletcher, et Pierre Ah Sue, composent le jury de Success.mu

DATAMATICS

LE CENTRE VA S'OUVRIRE AUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Ambigaye Husnood se donne à fond dans tout ce qu'elle entreprend. C'est la raison pour laquelle le Datamatics Computer Training Centre, pionnier dans le domaine informatique local, continue à avoir le vent en poupe, en dépit de la concurrence | **DOROTHY BONNEFEMME**

FAIRE TOURNER une école de formation depuis 28 ans ; s'occuper des milliers d'étudiants qui y passent ; être à la page dans le domaine informatique... sont des tâches titanesques. Mais quand on est passionné par son travail, on ne compte ni les heures ni les efforts, souligne Ambigaye Husnood, la directrice du Datamatics Computer Training Centre. Ainsi, elle se donne à fond et relève tous ces défis pour que son centre de formation soit à la hauteur et continue de progresser.

Dès janvier 2013, Datamatics dispensera des cours de niveau tertiaire en Information Technology et Management. Les négociations avec la Mahatma Gandhi University sont conclues et Ambigaye Husnood trépigne d'impatience en attendant d'accueillir ses nouveaux élèves.

CETTE SOIF D'APPRENDRE

Le secteur informatique est toujours en ébullition. « Chaque jour ou presque, de nouvelles choses font leur apparition. Il est important de tout connaître sur le bout des doigts. Parfois, je le fais en autodidacte ou ce sont les centres auxquels nous sommes affiliés qui nous dispensent des cours. D'ailleurs, ces centres modifient régulièrement leur syllabus par rapport aux développements dans le secteur. Car l'à-peu-près n'a pas sa place au centre de formation Datamatics. C'est notre sérieux et notre professionnalisme qui nous ont permis d'exister pendant ces nombreuses années. Et c'est aussi la panoplie de formations que nous offrons qui fait notre force », indique la dynamique Ambigaye Husnood.

Cette dernière souligne que la plupart de leurs examens sont reconnus par des universités du Royaume Uni. « Nous sommes aussi City and Guilds et affiliés au



PHOTOS : NICHOLAS LARCHÉ


CENTRE DATAMATICS. Ambigaye Husnoo mène de main de maître son entreprise

RICHARD WOK AI SANG. Mon métier, ma passion

Nous accueillons aussi de nombreux retraités qui ont toujours cette soif d'apprendre

Ambigaye Husnoo, Directrice de Datamatics

British Computer Society et Associations of Business Executives. Les élèves fréquentant le Centre peuvent opter pour des cours en Technologie informatique, Secretary and Management et repartir avec des diplômes ou un Post Graduate Level. Ces formations se tiennent dans les cinq centres de Datamatics. Dans ces centres, certains recrutements ont lieu tout au long de l'année. » Des cours individuels sont aussi dispensés, comme le Software Application qui comprend word, excel, courriel... Cette formation peut durer entre six à neuf mois, dépendant de la capacité d'assimilation de l'étudiant. Pour les niveaux plus avancés, ces formations ont lieu deux fois l'an, notamment en janvier et en juin. Chaque classe comprend une dizaine d'élèves de tous âges. « Nous accueillons aussi de nombreux retraités qui ont toujours cette soif d'apprendre. »

OPÉRATIONNEL 7/7

Concernant le prix des cours, Ambigaye Husnoo avance le chiffre de Rs 1 000 pour l'Awareness IT. Pour le Certificat Level, les coûts s'élèvent à Rs 18 000, le Diploma à Rs 30 000 et le Post Graduate à Rs 45 000. Actuellement, le Datamatics Computer Training Centre compte environ 700 élèves. La directrice précise que le Centre est opérationnel sept jours sur

sept. En semaine, les cours sont dispensés de 9 heures à 18 heures, les samedis de 9 heures à 16 h 30 et les dimanches de 9 heures à midi. Chaque session dure 90 minutes.

C'est au Centre Datamatics de Rose-Hill, et plus précisément dans la pièce consacrée à la librairie, qu'Ambigaye Husnoo nous a reçus. C'est non sans une pointe de fierté dans la voix qu'elle souligne que le Centre est flambant neuf. Bâti sur trois niveaux, il a ouvert ses portes il y a deux ans, et compte huit salles de classe. « Nous avons aussi aménagé une grande salle pour les séminaires. Nous la louons parfois pour des mariages et autres activités », poursuit la directrice. Pour Ambigaye Husnoo, ce Centre est une autre preuve de la réussite de son entreprise. Elle nous rappelle d'un ton posé qu'elle a d'abord commencé par donner des cours à son domicile. Vu l'intérêt grandissant des Mauriciens, elle a décidé de trouver un endroit plus spacieux. « Je dois avouer que je n'ai eu aucune difficulté pour me lancer. Ayant remarqué l'emplacement du collège Eden à Rose-Hill, j'ai contacté les personnes concernées qui m'ont donné leur accord. Et c'est ainsi que le premier centre Datamatics a vu le jour en avril 1985. Et comme l'intérêt pour l'informatique était en recrudescence, j'ai ouvert école

AMBIGAYE HUSNOO LA SOIF D'APPRENDRE

Invitée à commenter le parcours du Datamatics Computer Training Centre, c'est dans un éclat de rire qu'Ambigaye Husnoo nous confie qu'elle en est toute fière. « C'est très enrichissant. J'ai vu défiler des milliers d'élèves et certains occupent maintenant des postes importants », fait-elle ressortir. Être à la tête d'un tel Centre est aussi synonyme de défi permanent. Ambigaye Husnoo souligne qu'elle ne cesse pas de bouquiner, de surfer sur la Toile et de passer des examens. « Après les études secondaires aux collèges Bhujoharry et Adventist, je me suis rendue en Inde. C'est là-bas que j'ai choisi de suivre des cours en informatique. J'ai obtenu mon BSC en physique et Post Graduate en technologie de l'informatique. » Depuis, ce petit bout de femme qui bouillonne d'énergie ne cesse d'apprendre. Parmi ses nombreux

certificats, on note un MBA en Human Resources en 2008, de Liverpool University, ou encore son MSC en Information Technology de Kent. « L'informatique c'est ma vie. C'est mon monde », ajoute-elle en souriant. Comme preuve, elle nous montre son ordinateur portable qui ne le quitte presque jamais. Sauf peut-être lorsqu'elle chante. Car Ambigaye Husnoo est une passionnée de musique. Elle nous confie qu'elle a déjà à son actif deux CD de chants religieux. « Je suis une grande croyante. Vous voyez le temple Tiruttani qui est juste à côté, j'en suis la présidente. J'adore faire du volontariat. » Le voyage aussi passionné Ambigaye Husnoo. Pour le travail ? « Oh non, c'est surtout pour le shopping », conclut-elle en souriant.

RICHARD WOK AI SANG UN FIDÈLE PARMIS LES FIDÈLES

Dans sa lourde tâche, Ambigaye Husnoo est encadrée de ses professeurs. Capital a rencontré l'un d'eux : Richard Wok Ai Sang. Depuis sept ans, il partage son savoir-faire avec les élèves du centre de formation Datamatics. Cet enseignant, au ton posé, nous indique qu'il dispense plusieurs cours, mais son domaine de prédilection reste le Graphic Design, l'architecture et la technologie informatique. Pour ce jeune homme, l'enseignement est un vrai régal. Il adore, nous assure-t-il, rencontrer les élèves et les aider à comprendre des sujets qui leur seront d'une grande aide. « Tous les étudiants n'ont pas le même niveau ni encore la même rapidité pour assimiler les sujets. Je tiens compte de tous ces points pendant mes classes. » L'enseignement de

la technologie informatique, ajoute-t-il, comporte aussi de nombreux défis et ce domaine est fascinant. « Je dois en permanence continuer à apprendre, à connaître les nouveaux développements, car les élèves posent beaucoup de questions. Et parfois, je ne peux pas y répondre. Alors, je dois effectuer des recherches ou faire appel à l'expertise d'autres professionnels. »

Richard Wok Ai Sang enseigne l'informatique depuis 15 ans. Il est employé chez Datamatics depuis sept ans. Il dispense des cours dans les centres de Rose-Hill, Curepipe et Port-Louis. « J'accueille une cinquantaine d'élèves par jour. Je ne me lasse jamais de les guider. » Les yeux rieurs, il nous confie qu'il espère terminer sa carrière dans le professorat et surtout, chez Datamatics.

après école. Ainsi, deux ans plus tard, c'était à Port-Louis, puis à Curepipe, ensuite à Mahébourg, à Réduit, à Flacq...

LA CONCURRENCE

Ambigaye Husnoo fait ressortir qu'elle avait le vent en poupe, surtout après l'obtention de la Gold Medal, de la London Chamber of Commerce.

Malheureusement, elle a dû fermer deux de ses centres, notamment à Réduit et à Mahébourg, ajoute ce petit bout de femme, d'un petit air nostalgique. Les raisons : les élèves des villages préféraient se déplacer pour venir étudier en ville. Puis, la concurrence s'est installée. Les centres de formation en infor-

matique ont commencé à pousser comme des champignons à travers le pays. De plus, les élèves préfèrent obtenir un « Degree ». Alors, ils préfèrent opter pour des universités à Maurice ou à l'étranger. Mais cela n'empêche pas le Datamatics Computer Training Centre de poursuivre son petit bonhomme de chemin. À ce jour, cinq centres sont opérationnels notamment à Rose-Hill, à Port-Louis, à Curepipe, à Flacq et à Rodrigues et une cinquantaine de professeurs est employée par le Centre. « Certains de nos enseignants sont aussi nos anciens élèves. D'autres ont été recrutés à travers la publicité et ils sont tous gradués. »

Ambigaye Husnoo précise que certains des professeurs lui sont fidèles depuis 18 ans. « Ils me sont d'une grande aide, car ce n'est guère facile de gérer autant de centres et d'élèves. Mais j'y arrive quand même car je suis une bosseuse, toujours disponible et à l'écoute de tout le monde. De plus, je m'assure que mes étudiants ont acquis les connaissances nécessaires pour participer aux examens. » Ayant beaucoup d'amour pour son métier, Ambigaye Husnoo, épaulée par son époux Khaliq, mène à la baguette ces élèves et le corps enseignant et non-enseignant du Datamatics Computer Training Centre, qui compte bientôt recruter des étudiants étrangers.

C'est à une soirée assaisonnée à différentes saveurs que Panagora Marketing a convié ses invités mercredi dernier. L'entreprise a mis les petits plats dans les grands pour donner l'occasion à la cinquantaine de veinards présents de découvrir, ou redécouvrir, les produits haut de gamme qu'elle commercialise. Capital y a promené ses papilles

| DOROTHY BONNEFEMME

FESTIVAL CULINAIRE PANAGORA MARKETING

Petits plats, grands plaisirs

ON EN salive encore. Au festival culinaire de Panagora Marketing, tout était fait pour vous mettre l'eau à la bouche. Foie gras, caneton de Beauvoir, fruit de mer, viandes d'Australie... En outre, l'entreprise a choisi de jouer la carte de la surprise pour ses hôtes, composés en grande partie de chefs étoilés, de fournisseurs et de clients potentiels. Ces derniers, qui s'étaient mis sur leur 31 pour l'événement, en ont profité pour nouer des contacts et sortir les cartes de visite. Le tout autour de bons petits canapés préparés par Jacqueline Dalais et son équipe de La Clef des Champs. Phoenix Beverages s'est quant à elle assurée de garder les verres des convives remplis.

EMBARRAS DU CHOIX

Le lobby de l'hôtel Voilà Bagatelle, qui accueillait l'événement, affichait une ambiance grandiose mercredi dernier. Panagora Marketing, Trépied Production, La Clef des Champs et Phoenix Beverages avaient décidé de faire de ce Festival Culinaire 2012 un événement de taille. La soirée s'est ainsi déroulée autour du thème : "What you will see, hear, smell, taste and feel will be an unforgettable moment of delight".

« Humm... c'est bon. Excellent même, je dirai. » C'est la

réaction de Stéphanie, jeune femme qui travaille dans l'une des branches du groupe Panagora. Elle a sorti sa belle robe de soirée pour assister à ce Festival Culinaire et elle vient de goûter à un petit canapé, en forme de chou, garni de fruits de mer. Conquise, elle n'hésite pas à se resservir lorsque la serveuse revient avec son plateau. Ses amis aussi ne se font pas prier.

What you will see, hear, smell, taste and feel will be an unforgettable moment of delight

Le thème du festival culinaire de Panagora Marketing

Rien qu'à voir ces beaux hors-d'œuvre sur le plateau, vous avez déjà l'eau à la bouche. Dans un même plateau, quatre à six variétés de hors-d'œuvre

PHOTOS PRISES PAR ROSHAN HASSAMAL



sont disposés. Les convives ont l'embarras du choix. Fort heureusement, les va-et-vient des serveuses sont incessants et les invités peuvent faire plaisir à leurs papilles autant de fois qu'ils le souhaitent. Hors de question, en effet, de rater les choux garnis aux fruits de mer préparés avec différentes sauces,

ou encore les petites tartelettes aux saveurs variées...

Point commun de ces amuse-bouches : ils ont été préparés à partir des différents produits commercialisés par Panagora Marketing. D'ailleurs, lorsque les convives arrivent dans la grande salle aménagée pour la soirée, ils découvrent de

grandes tables ornées de nappes blanches où trônent des plats attirants. La première, consacrée à la gamme de produits « Davigel », comprend des plateaux de gourmandises salées, un assortiment de canapés, des minis-tartelettes apéritives, des noix de Saint-Jacques et des cuisses de grenouille, entre



autres bonnes choses.

Poursuivant la visite, nous découvrons des magrets de canard, du foie gras... A côté de la table, nous rencontrons Jacqueline Dalais. Élégante dans sa robe noire, elle affiche un air un peu stressé. Comme d'habitude, elle tient à être à la hauteur de sa réputation et veille au grain pour que tout marche comme sur des roulettes. La propriétaire de La Clef des Champs prend malgré tout le temps de papoter avec ceux qui viennent la saluer ou la féliciter.

Nous nous retrouvons ensuite en face de petites assiettes garnies de beaux morceaux de viande. Julia Vaulbert de Chantilly, Brand Champion Marketing for Non-Group Products chez Panagora, sur qui nous avons enfin pu mettre la main, nous indique que ce sont des viandes qui ont été 'rebranded'. Parmi, il y a la « Margaret River Fresh Meat », un produit importé d'Australie, ou encore le Beef Flap Meat, les Lamb Shortloin Pr, les Lamb Rack...

LA PRÉSENCE DE BONDUELLE

Au milieu de la salle, ce sont les légumes Bonduelle qui sont à l'honneur. Placés dans de petites assiettes recouvertes d'un film protecteur, ils donnent envie même aux carnivores les plus convaincus. Venue tout droit de France, Alexandra Vambre, Responsable Commercial Dom Tom et service ADV Export chez Bonduelle, nous accueille avec un magnifique sourire. Joliment maquillée, perchée sur ses hauts talons, flûte de champagne à la main, elle nous explique les avantages de la technologie « La Minute », que Bonduelle a développée. « Ces légumes surgelés sont jeunes, tendres et croquants. Nous offrons une sélection de légumes fraîchement cueillis : haricots, épinards, courgettes, carottes », dit-elle en nous présentant chacun de ces produits.

Le Groupe Bonduelle, pour info, consacre une part importante de ses investissements à produire des légumes surgelés élaborés à la pointe de l'innovation. En à peine trois décennies, Bonduelle est parvenu à s'imposer en Europe. No. 2 sur le



marché, il détient aujourd'hui 12% de parts de marché. A Maurice, Bonduelle est présente depuis environ six ans. « C'est Panagora qui s'occupe de notre marketing et nous sommes satisfaits. Actuellement, nos produits ne sont disponibles que dans les hôtels, les restaurants et les brasseries, mais nous comptons élargir notre marché », souligne notre interlocutrice en goûtant à un hors-d'œuvre. Avant d'ajouter, dans un éclat de rire, qu'elle meurt de faim !

En face de Bonduelle, ce sont les champignons Denny qui tiennent la vedette. Les invités peuvent ainsi découvrir des pots de champignons brown, white, baby button, portabellini, braai et portabello... Si pour nous – ceux qui n'y connaissent rien – c'est du chinois, tel n'est pas le cas pour les professionnels comme Jean-Claude Barbe, chef cuisinier dans un établissement hôtelier, que nous avons croisé lors de la soirée. Ce dernier adore préparer les champignons. C'est pourquoi il applaudit



l'initiative de Panagora Marketing d'avoir organisé cette soirée qui lui a permis de découvrir d'autres produits susceptibles de l'intéresser, le tout en passant un moment très convivial.

Panagora Marketing a en effet atteint son objectif. Julia Vaulbert de Chantilly rappelle d'ailleurs que cet événement se tient surtout dans le but de promouvoir les produits distribués par la compagnie, même s'il était hors de question de faire les choses de manière traditionnelle. Plusieurs produits exposés par Panagora Marketing l'ont été à l'état brut. Ce n'est qu'ensuite que Jacqueline Dalais a eu l'opportunité de les préparer, de les sublimer... bref, d'en faire les stars de la soirée.

PANOPLIE DE PRODUIT

D'ailleurs, dans une brève allocution, le directeur général, Patrice de Robillard, a remercié les partenaires et rappelé que ce festival culinaire a aussi pour but de rencontrer les clients, de discuter avec eux afin de mieux comprendre leurs besoins, et, si besoin est, de rectifier le tir. Le discours terminé, des mannequins ont défilé sur scène avec des plats contenant de la viande et des escalopes de foie gras cru. Deux chefs de La Clef des Champs, sous l'œil admiratif des convives, les ont ensuite préparés. En quelques secondes, un bon parfum s'est répandu, et quelques minutes après, les invités dégustaient déjà les plats.

Autre moment fort de la

soirée : le découpage du cerf par le boucher Andrew Fuda, tout droit venu d'Australie pour une démonstration impressionnante. Cette chair est très appréciée des Mauriciens et le pays pourrait en produire suffisamment pour la consommation locale, selon Beatrice Audibert, si ce n'étaient les nombreuses restrictions existantes.

Cette responsable du département des produits non importés chez Panagora Marketing en profite aussi pour nous parler du service de distribution de sa compagnie. « Nous offrons une large panoplie de produits. La majorité est produite par Food and Allied, notamment Chantecler, les canetons et pintades de Beauvoir, les produits Maurilait... Mais nous en importons plusieurs autres, car notre but est de devenir un 'One Stop Shop'. D'où la raison pour laquelle nous commercialisons les viandes fraîches et surgelées provenant d'Australie. Nous proposons aussi des produits Mc Cain, le beurre Erika... La plupart de nos produits bénéficient d'une bonne réputation », nous explique-t-elle.

En poursuivant notre visite, nous sommes d'ailleurs tombés sur les glaces Carte d'Or, ainsi que le petit nouveau qui a déjà conquis plus d'un : la crème fraîche épaisse de Yoplait.

Avec tous ces produits ayant servi à concocter autant de plats lors de ce festival culinaire, heureusement que la cinquantaine d'invités présents avaient tous un solide coup de fourchette !

ARBORANT UN caractère plutôt jovial, des yeux qui scintillent sous l'ombre de ses longs cils allant de pair avec une touche de maquillage très légère, Shabnam Esmâël incarne la femme par excellence. Rien ne trahit le fait qu'elle évolue dans un monde qui se conjugue au masculin, et que son entreprise, CQ Tech, spécialisée dans les équipements de sécurité de haute technologie, s'occupe aujourd'hui de 15 000 clients. Un succès qu'elle compte maintenant exporter sur le continent africain.

Pourtant, au départ, la sécurité n'était pas le domaine de prédilection de Shabnam Esmâël. Elle avait fait des études en langues étrangères appliquées, les circonstances de la vie l'ont menée à faire carrière ailleurs. Tout a commencé à l'île de La Réunion, en 1992, où la start up familiale représentait une agence française spécialisée dans la vente des systèmes d'alarme révolutionnaires.

MÉFIEZ-VOUS DES CHARLATANS

La boîte demande plus tard à ce dernier de faire une étude de marché sur la zone océan Indien. Shabnam Esmâël se rappelle d'ailleurs des va-et-vient qu'elle et son époux ont dû effectuer entre Maurice et La Réunion pour l'étude de faisabilité, ainsi que le 'business plan' en vue de lancer une compagnie qui proposerait à la clientèle mauricienne des équipements de sécurité.

« L'étude de marché qui démontrera que l'île Maurice est un petit pays et qu'il y a pas un grand marché, d'autant plus qu'il y avait déjà une grosse boîte qui proposait des services en matière de sécurité », se souvient notre interlocutrice..

Tout ce qui ne tue pas nous rend plus fort

La phrase fétiche de Shabnam Esmâël

Malgré tout, les deux décident d'aller de l'avant avec le projet. « À l'époque, on se disait qu'on créerait juste une petite structure et qu'on laisserait les employés gérer la boîte pendant une période de deux ans. Nous, on ferait le va-et-vient entre l'île de La Réunion et Maurice. Mais cela n'a pas été le cas, car en s'installant ici, on a vu que le marché allait très vite grandir, et qu'il demanderait de notre part plus d'investissement physique. C'est à ce moment précis qu'on a décidé qu'on resterait à Maurice et qu'on tenterait à tout prix de faire prospérer la compagnie », nous dit Shabnam Esmâël, avec un large sourire aux lèvres.



SHABNAM ESMAËL

LA SÉCURITÉ EST UNE AFFAIRE DE FEMME

C'est avec un joli sourire que Shabnam Esmâël nous a accueillis pour les besoins de notre article. Pour le reste, ne cherchez pas de signe de faiblesse chez la directrice de CQ TECH. Si son entreprise est aujourd'hui florissante, c'est que la jeune femme a su imposer son caractère bien trempé | [JAMIROUDDIN YEADALLY](#)

PROTECTION. La compagnie commercialise des appareils hautement sophistiqués pour l'usage domestique, le business entre autres

Je préfère avoir un ennemi intelligent qu'un ami bête. C'est à dire un vrai concurrent avec du bon matériel, plutôt que des charlatans qui vendent des équipements de mauvaise qualité, qui marchent pour un certain temps seulement

Shabnam Esmâël



CQ TECH : DES SOLUTIONS POUR TOUS VOS BESOINS

La compagnie CQ TECH, qui compte aussi des branches à l'île de La Réunion et à Madagascar, s'est implantée à Maurice en 1995, plus précisément à Grand-Baie. L'équipe de CQ TECH est composée de 30 technico-commerciaux qui sillonnent les routes mauriciennes, garantissant un service et une intervention sur toute l'île en permanence. Ces techniciens ont d'ailleurs été formés par des professionnels européens. CQ TECH compte à son actif plus de 15 000 fidèles clients, dont un bon nombre de particuliers, mais aussi une bonne part du marché professionnel, soit les bureaux, usines ou magasins. Il existe toutes sortes d'équipements chez CQ TECH. A l'instar des portes automatisées, la compagnie commercialise des ouvertures coulissantes ou rotatives, des portes de garage et des 'boom gates' pour les RES et ERS. Celles-ci peuvent même être contrôlées à partir d'un cellulaire, puisque ce dernier est connecté à une boîte de connexion où est intégrée une carte SIM. « Lorsque vous arrivez devant votre maison, vous n'avez qu'à composer un numéro et votre portail s'ouvrira. Bien évidemment, il y a un code sur le téléphone, ou encore un code sur le clavier à l'entrée », explique Shabnam Esmâël.

savoir », poursuit-elle.

Sa réussite, elle l'attribue aussi à son équipe, qui lui est dédiée, ainsi qu'aux partenaires « de caractère » qu'elle a côtoyés durant son itinéraire professionnel, dont son époux, Ali, qui s'occupe du côté offshore de la compagnie. « J'ai appris à gérer le côté intellectuel, surtout en ce qui concerne l'intelligence émotionnelle, qu'on apprend à gérer uniquement quand on travaille dans un monde d'hommes », explique-t-elle.

Pas question, pour autant, de changer. Pour la jeune mère, les femmes ont une sensibilité bien différente de celle des hommes, et ces traits de caractère apportent de la richesse au sein d'une entreprise. Pour elle, sa vie est l'exemple parfait de ce que le philosophe allemand Friedrich Nietzsche voulait dire lorsqu'il a écrit que « tout ce qui ne tue pas rend

Quant on voit une femme, on a tendance à l'associer à des secteurs tels que la mode ou la beauté. Afin de briser ce mythe, j'ai dû faire preuve d'un peu plus de force de caractère. Il faut aussi savoir se faire respecter et je crois, personnellement, que si on est professionnel et l'on maîtrise son sujet on force le respect



équilibrée. « Je me permets d'aller chercher ma fille à l'école de temps en temps. Cela la rend vraiment très heureuse », nous confie-t-elle. Elle nous avoue d'ailleurs qu'elle a tendance à emmener sa petite Inaam, 5 ans, avec elle au travail dès qu'elle le peut. « La raison pour laquelle j'entraîne Inaam avec moi est que j'ai envie que la gamine voie ce que je fais pour qu'elle puisse se développer, côtoyer des gens et avoir une ouverture d'esprit », ajoute-t-elle.

Sa passion aussi peut-être, puisque Shabnam Esmâël dit aimer ce qu'elle est fait. Si c'est le cas, c'est aussi parce que cela lui donne le temps de faire de la formation en entreprise, qui consiste à former des cadres bancaires ou des hôteliers, entre autres, en matière de développement personnel. Elle travaille d'ailleurs pour la prestigieuse compagnie américaine Dale Carnegie Training Centre.

En outre, notre interlocutrice est membre de l'Association Mauricienne des Femmes Chefs d'Entreprises (AMFCE), où elle met ses connaissances au service de jeunes femmes désireuses de se lancer dans l'entrepreneuriat. L'association organise souvent des séminaires et des événements de 'networking' pour ses membres, auxquels elle participe.

Shabnam Esmâël est également membre de l'African Women's Entrepreneurship Programme (AWEP), qui milite pour l'émergence et le développement des femmes entrepreneurs en Afrique.

SOURCE DE MOTIVATION

Shabnam Esmâël s'est d'ailleurs, à de nombreuses reprises, retrouvée dans des réunions de présentation où la plupart de ses collègues était du sexe opposé. « Ce qui est important, c'est certainement de pouvoir s'imposer, et si je sais de quoi je suis en train de parler, alors là, je me fais respecter. Tout cela passe définitivement par le

plus fort ». Cette phrase lui est d'ailleurs une source constante de motivation dans son parcours professionnel à CQ TECH, ainsi que dans les autres instances où elle tient la barre.

UNE FEMME ACTIVE

En effet, la directrice de CQ TECH s'occupe également des ressources humaines et du 'media planning' de la compagnie, alors que loin du travail, elle est également consul honoraire du Mexique à Maurice. Shabnam Esmâël fait aussi beaucoup de sport, notamment du 'bootcamp', qui est caractérisé par une série d'exercices physiques en groupe, qui favorisent la perte de poids, le goût du challenge etc.

Ce qui fait qu'elle mène une vie très

CORPORATE REPORTING

THE VARIOUS TRUTHS

The key to long-term success is the quality of leadership and its influence on all a company's relationships. Communication - alongside strength of character and strategy - is in turn at the heart of good leadership and relationships. One of the key components identified is "Reporting" which is in its turn a particularly important part in creating a sense of confidence in a company

THE FUTURE of corporate reporting is currently the subject of considerable debate. Financial reporting standards have been criticised for over-complexity and requiring more and more disclosures, sparking accusations that reports are too long and not fit for purpose.

The extent to which corporate reports genuinely highlight major risks for companies has also come in for scrutiny. Various researches have revealed a lack of understanding of and interest in narrative reporting and what it is supposed to achieve.

WHAT IS CORPORATE REPORTING?

The exact definition of corporate reporting differs depending on targeted publics. Corporate reporting however refers to the presentation and disclosure aspects as distinct from accounting/measurement of the following areas:

- Integrated reporting
- Financial reporting
- Corporate governance
- Executive remuneration
- Corporate responsibility
- Narrative reporting

INTEGRATED REPORTING

Integrated reporting is about connecting information about an organisation's current decisions with its future prospects; connecting information about strategy, risk, remuneration and performance; and recognising that the economy, environment and society are inseparable and therefore information provided to understand an organisation's performance in each of these areas needs to be viewed as part of a whole. Integrated reporting helps boards of directors to see the issues they face more clearly, and enables them to explain their business rationale to stakeholders with greater clarity and authority.

FINANCIAL REPORTING

At the core of the corporate reporting model is the financial reporting model, consisting of financial statements and accompanying notes that comply with generally accepted accounting principles (GAAP).

CORPORATE GOVERNANCE

The processes by which companies are directed and controlled. Levels of disclosure differ worldwide but might

include information on board composition and development, accountability and audit and relations with shareholders.

EXECUTIVE REMUNERATION

How executives are rewarded, both in the short and longer-term, for delivering their company's strategic objectives.

CORPORATE RESPONSIBILITY

Corporate responsibility includes the communication about how companies understand and manage their impact on people, clients, suppliers, society, and the environment in order to deliver increased value to all their stakeholders.

NARRATIVE REPORTING

Narrative reporting is shorthand for the critical contextual and non-financial information that is reported alongside financial information to provide a broader, more meaningful understanding of a company's business, its market position, strategy, performance and future prospects. It includes quantified metrics for these areas.

WHY DO COMPANIES PRODUCE ANNUAL REPORTS?

For Tomorrow's Company, the annual report is part of the whole virtuous circle of governance for a business. Whatever the legislative environment, there is something deeply natural about the directors giving an account of their stewardship. We all need to be accountable to be effective, and the annual report and the Annual General Meeting (AGM) are the axes which drive this accountability. But the focal point which determines the quality of the annual reports produced is the perceived self-interest of the companies that create them

GOVERNANCE - A VIRTUOUS CIRCLE

The virtuous circle of governance is a joined-up way of thinking about success. It means linking together every conversation about business planning, measurement, and the boardroom agenda, with the production/audit of the annual report (and other reports), the annual meeting, and stakeholder dialogue - all as part of the same logic.

Reporting on performance provides verification of whether or not the company has achieved what it set out to do. This in turn allows it to understand whether or not it has correctly identified its key relationships and success model, and to change these as necessary. This allows it to define how to measure its success model, so that it can be communicated.

There is also another set of impacts that flow in the opposite direction. Communicating (for example through an annual report) forces the company to define what measures it is going to report on. This in turn forces it to be clear about what is its success model, and what are the key relationships that enable that model to succeed. This also forces the company to be clear about what it means by success: what it is setting out to achieve.

This is why companies find non-financial reporting difficult - because it forces them to be explicit about the success they seek and what drives it. It also explains why those that choose to grasp the nettle gain so much benefit from doing so.

ROOTS OF REPORTING STANDARDS

The roots of reporting lie more than 10 years in the past, when there was a drive to change Company Laws to achieve three major things: to clarify directors' duties, to encourage shareholders to exercise more control, and to improve transparency and accountability. With the reporting failures at Enron and WorldCom in 2002, governments in developed countries, decided to move faster on the third of these priorities.

The intention of reporting was to "improve transparency of corporate governance and hence business performance." In doing so it would "focus both directors' and shareholders' assessment on all internal and external issues affecting that performance." No wonder, then, that a number of groups described its repeal as leaving a significant "policy vacuum."

But the 2003 EU Accounts Modernisation Directive insists on companies to prepare an enhanced review of their business. It requires them to report on risks and uncertainties to a level not previously experienced. The fear in some quarters was that narrative reporting would not be as good as it would have been with compulsory reporting. But rather than a reduction in quality across the board, it seems more likely that this will create a divergence in what companies do. Some companies may only conform to the minimum; others will continue to push back the frontiers.



FIVE-STEP argument that defends family businesses against such claims:

- We recognize and agree that 'bad nepotism' can harm the business.
- That's why strong family businesses have structures to avoid bad nepotism.
- In some situations there may be a case for 'intelligent nepotism'.
- 'Intelligent nepotism' works better in some sectors than others.
- Always look at the particular situation before rushing to a judgement.

There is no question that bad nepotism can be very harmful. As a case study, the Borgia family from Italy became notorious for using their power to put relatives in undeserved positions of influence. When Alfonso Borgia became head of the Catholic Church (pope) in 1455 he made two of his nephews into senior leaders (cardinals). This scandal became known as 'nepotism' from the Latin word for nephew ('nepos'). The practice spread and another pope, Rodrigo Borgia, had ten cardinal-nephews while a later pope had cardinal-nephews aged as young as 14 and 16. This all caused many ordinary people to hate nepotism.

Some business families have followed the example of the Borgias, with short-term gain in terms of family satisfaction but long-term loss in terms of business performance and credibility. But by no means all business families are affected and members of the Family Business Network have repeatedly shown different and better approaches.

STRONG FAMILY BUSINESSES HAVE STRUCTURES TO AVOID BAD NEPOTISM

Most family businesses will only allow family members to join if they have all the educational requirements that would also be expected from non-family members. Many other family businesses require family members to at least match the suitability of any other candidate before they are hired or promoted.

EXCLUDING FAMILY MEMBERS FROM CERTAIN JOBS -

A leading Indian family business once told that family members were allowed to gain experience of working in the business but were not allowed to spend long periods as a Chief Executive Officer of any part of it. Family members could aspire to membership of the Group Board, if they proved themselves, but not to permanent positions at the highest levels of day-to-day management. This ensured that non-family members felt they had the opportunity to rise to the top of the company with no fear of being stopped by a family-only 'glass ceiling'.

EXCLUDING FAMILY MEMBERS FROM ANY JOBS IN THE FAMILY BUSINESS

A leading German family business is among those that refuse to allow any family member to work for any of their companies. Family members may apply to join a Board but otherwise they have to find a job away from the family business. This certainly guarantees no nepo-

NEPOTISM

THE GOOD SIDE OF IT

Some entrepreneurs claim they do not want to be 'family businesses' because they so dislike the idea of nepotism - where relatives are given important jobs simply because of who they are, not because of any talent or experience. Nepotism, it is claimed, can destroy the motivation of non-family managers and lead to dreadful underperformance. How do family businesses defend themselves against claims that they are made weaker by nepotism?



Over 300 years on, many family businesses have also put in place formal arrangements like 'no automatic jobs for family members'

tism among the executives (though it also cuts off any access to family members who might make talented managers).

INTELLIGENT NEPOTISM

Once a banker was asked how his (non-family) bank recruited its next generation of senior leaders. He said; 'We know the type of people that we are looking for and they are often found among the relatives and in-laws of our group of Managing Directors. There is of course no question of choosing someone simply because of who they were. But it happens that there are usually a few nephews or other relatives who are very suitable by reason of their upbringing, education and connections. We simply choose between them to find the very best people to lead the bank forward; it's what we call intelligent nepotism.'

THE BENEFITS OF INTELLIGENT NEPOTISM CAN INCLUDE THE FOLLOWING:
TAKING ADVANTAGE OF UNIQUE EXPERIENCE AND CONNECTIONS

In some niche family businesses, family members really do have great advantages. If a young person has spent vacations working for a particular business, and has already caught a deep understanding of the purpose, values and

principles of the business, then they are much further along the road than another candidate fresh from college who has no experience or feel for the business.

Benefiting from the extra passion that comes from emotional ownership - relatives may have an even greater commitment to the business because they grew up with it and passionately want it to succeed.

REDUCING RISK

With intelligent nepotism you have a good chance of fully knowing about a person's background. Some may say that a good vetting process will provide equal knowledge but this is not always the case - as new US presidents have discovered when some of their nominated (and vetted) candidates turned out to have hidden flaws that prevented their confirmation. There could be less risk in selecting a 'known' relative than an 'unknown' non-family candidate.

The leader of a UK family business is not alone when she says: 'If there were two equally qualified candidates for a position, and one was a family member and the other was not, we believe it's better to choose the relative.'

Of course she does not speak for all family businesses - like the German business that would still never hire a family member for an executive role even if they were the best qualified person in the whole world.

INTELLIGENT NEPOTISM' WORKS BETTER IN SOME SECTORS THAN OTHERS

In general, there is more value in intelligent nepotism in business sectors where social networks are important. For example, in the large-scale construction sector there are a relatively small number

of clients and it's a benefit to have a family name that has some credibility and a track record. Also, there may be large numbers of employees on particular projects and they may be more motivated by working for a known family rather than a faceless corporation. So it may well make good sense to choose a relative - as long as they have the relevant qualifications, experience and ability - than a complete outsider who has equal but not better qualifications.

In contrast, in a fast emerging sector like mobile telecommunications there is probably less advantage in having a known name. There are millions/billions of potential customers who will make their decisions on factors such as coverage, price and reliability. Most customers probably won't ever meet anyone from the provider so from their perspective there is no additional benefit in having family continuity at the top of the company.

ALWAYS LOOK AT THE PARTICULAR SITUATION BEFORE RUSHING TO A JUDGEMENT

Let's return to the Catholic Church where the Borgias had made such a scandal with their nepotism. In 1692 a new pope (who was not a Borgia family member) moved to stop the scandal by banning all future popes from giving jobs or positions to any relative. He set himself against the example of the Borgia popes by declaring that 'the poor were his nephews'.

There was one exception, however. One relative (just one) was allowed to become a cardinal 'if otherwise suitable'. This recognized that some talent might be available within a family and it would be unwise to cut off this source of talent completely.

Over 300 years on, many family businesses have also put in place formal arrangements like 'no automatic jobs for family members'. This recognizes that bad nepotism should be avoided, but at the same time it may make sense to offer a route for talented family members to use their potential within the family business 'if otherwise suitable'.

So are family businesses undermined by nepotism? Some may be but that's not the universal experience. Many family businesses have good structures to avoid bad nepotism while leaving themselves open to intelligent nepotism, if it works in particular situations with particular people

island
premier
Foreign Exchange

EXCHANGE RATES

island
premier
Global Markets

EUR/USD

Euro was traded within a tight range of \$1.2466 - \$1.2638 against the greenback last week as all the focus was on the FED Chairman Ben Bernanke's speech at the international central bankers gathering in Jackson Hole. On Monday, EUR/USD was weighted after Germany's IFO Economic research institute released data for its August Business Climate survey dropped for the fourth consecutive months while marking the lowest level since March 2010. The shared currency extended losses after Germany's Bundesbank has compared the ECB bond-buying plans as a dangerous drug while conservative ally of the German leader said Greece should leave the Euro-

Zone by next year. The solid demand for the Spanish and Italian bonds has supported the euro the following day. Spain sold 3.61 billion euros of in treasury bill with lower yields and Italy sold up to 6.5 billion euros in five and ten years bonds. The shared currency came under pressure as investors trimmed bets on EUR in await of FED speech and to see details on any bond-buying program before adding EUR to their holdings. However, euro ended the week in the green zone as speculators turned negative on USD on speculation that FED will for another round of quantitative easing. For the current week, most of the investors are expecting some easing from China and Europe also therefore I forecast euro to move within the range of \$1.2409 - \$1.2668 against the US dollar.

STERLING

Cable was quiet last week and has been trading within a range of \$1.5755 - \$1.5896 against US dollar on a short trading week as it was a holiday on Monday. Quarter poll by the Confederation of British Industry (CBI) shown business in Britain's service sector shrank between June and August as confidence dwindled as firms reported a lack of demand, it pressured GBP/USD down to 1.5755 week low. FED Chairman Ben Bernanke signaled more stimulus in U.S. was seen relatively dovish hurt USD, GBP/USD rebounded to 1.5898 week high. I would forecast cable to move within the range of \$1.5753 - \$1.5970.

MARKET OVERVIEW

GOLD

Gold has been trading within the range of \$1645.59 - \$1692.88 while my forecast was \$1611.95 - \$1691.99. This week, I expect gold to move between \$1623.02 - \$1713.55.

Dubai's non-oil foreign trade surged by 12 percent to a record of 602 billion dirhams (\$164 billion) during the first half of the current year compared to the previous year. Gold was the biggest import reaching 59 billion dirhams, followed by 25 billion dirhams. Gold is poised to climb the most in two years as prospects for additional economic stimulus by governments from the U.S. to China stoke demand for the precious metal as a bet against inflation, a survey showed. Bullion for immediate delivery may reach \$1,800 an ounce by the year-end, extending gains this year to 15 percent, according to the median forecast in the Bloomberg survey of 15 traders and analysts at a conference in Hyderabad in South India on Aug. 25. That would be the most since a 30 percent surge in 2010, data compiled by Bloomberg show. Gold is set for a 12th year of gains as the European sovereign-debt crisis boosts haven demand amid speculation of further policy easing by central banks, including the U.S. Federal Reserve,



which may be considering a third round of so-called quantitative easing, or QE3. Photographer: Kerem Uzel/Bloomberg

BASE METALS

China, the world's biggest user of copper is expected to expand this year at the slowest rate since 1997 due to the global economic recession. Usage may climbed by 5 percent to about 7.7 million metric

tons supported by the demand from the power industry. Benchmark three-month copper traded at \$7,620.25 a ton on the London Metal Exchange which is 0.3 percent higher this year after slumping 21 percent in 2011. The contract reached a record \$10,190 a ton in February last year. Refined imports in the first seven months increased 67 percent to 2.14 million tons compared with a year earlier. Copper prices are unlikely to

pick up in the second half as the company reported a 38% slump in the first-half profit.

OIL

Oil traded within the range of \$ 93.95 to \$ 97.72 last week.

Oil production in Iran will boost at the Nargesi field by 120 million barrels by injecting gas into underground crude deposits to enhance recovery. Iran pumped 2.75 million barrels a day in August, 350,000 barrels a day less than in July, according to data compiled by Bloomberg. The Persian Gulf country's oil output is slipping amid international sanctions on its energy and financial industries. The U.S. and its allies accuse Iran of trying to develop nuclear-weapons technology. Iran says its atomic program is for civilian purposes.

Nigeria's central bank said that the country pumped 2.12 million barrels per day of oil in the second quarter which is well below than the projection of the finance minister for the current year's budget. If the central bank figures are correct, Nigeria needs to lift its output in the second half of this year to fund all the spending in this year's budget without taking on more debt or lowering its oil saving rate.

This report has been prepared by Vane Seenevassen of Island Premier Traders FX Ltd. (FOR MORE INFORMATION, PLEASE VISIT OUR WEBSITE: [HTTP://WWW.ISLANDPREMIERTRADERS.COM](http://www.islandpremiertraders.com))

VALUE TRADED for the week ending 31st of August was markedly higher than normal, at MUR 377.0m. Rogers and MCB boosted volumes, totalling 77% of total market turnover. Rogers saw its third largest daily volume traded ever in the week. The largest trade was due to ENIT's 1.3m share purchase in 2011. Rounding out the top five traders over the week were New Mauritius Hotels, State Bank Mauritius and Swan Insur-

CIEL ATTAINS NEW RECORD LOW

ance. The market had five gainers with most significant ones being Ireland Blyth (+1.3%) and Swan Insurance (+0.3%). The five most significant decliners out of the total of f18 were POLICY (-26.6%), Sun Resorts (-9.1%), Lux Island Resorts (-6.1%), Omnicane (-4.0%) and New

Mauritius Hotels (-3.4%). the Semdex rebounded to 1,686.45 pts driven by banks and NMH. Lux climbed the ladder again at Rs 16.90, while IBL slid to Rs 77(-1.3%) compared to the week's performance on Friday.

According to AXYS Stockbroking, on

Monday, NMH driven by foreign buying [99% of purchases] gained 50cts to Rs57.50. Alteo recouped part of Friday's loss to Rs28.90 (+0.7%) while ENL Commercial fell to Rs20.20 (-1.0%) on a late cross of 60k shares.

Terra was appreciably traded, on the back of foreign buyers [99% of total purchases] at Rs39. As regards the DEM market, CIEL tumbled to new record low Rs2.30 (-4.2%).

Call Expert renforce ses positions dans l'océan indien

APRÈS L'ALGÉRIE, Call Expert met un pied à l'île Maurice et renforce ainsi son offre offshore. Bertrand Delamarre, président de Call Expert, a conclu un partenariat capitalistique et industriel avec Thomas Buffard, directeur général de ProContact. Les deux hommes se connaissent bien puisqu'ils ont fondé ensemble Call Expert en 2001. Dix ans plus tard, l'outsourcer réalise 19,9 millions d'euros de chiffre d'affaires. L'entreprise est notamment implantée à Abbeville (deux sites), Lille, Paris, Alès et Bastia. Basé à Ebène, ProContact compte 400 positions de travail et délivre à ses clients des prestations multilingues de télémarketing, en particulier de la prise de rendez-vous et de la réalisation d'enquêtes, 7j/7 et 24h/24. Début 2011, ProContact a fusionné avec Execom, filiale du Groupe CIEL.

Airbus relève ses prévisions de demande grâce à l'Asie

AIRBUS A relevé mardi de 5% sa prévision de long terme de la demande mondiale d'avions commerci-

aux, grâce notamment à la croissance attendue du trafic en Asie-Pacifique. Le premier constructeur mondial d'avions civils, contrôlé par EADS, estime que les compagnies aériennes achèteront un total de 28200 appareils au cours des 20 prochaines années (27350 avions passagers et 850 avions de fret), un marché évalué à 4000 milliards de dollars. Malgré la crise, l'industrie aéronautique profite tout à la fois de la croissance des pays émergents et de la volonté des compagnies aériennes de remplacer leurs appareils trop gourmands en kérosène par des avions éco-efficients.

Dans ce dernier cas, Airbus estime que plus de 10000 avions passagers seront remplacés par de nouveaux appareils plus économes en carburant. Le reste de la croissance sera due au boom du trafic dans les pays émergents, notamment dans la région Asie-Pacifique. "Les économies émergentes représenteront plus de la moitié de la croissance globale du trafic au cours des 20 prochaines années", a déclaré John Leahy, directeur commercial d'Airbus dans un communiqué. "Une urbanisation accrue et le doublement de la population mondiale des classes moyennes qui devrait atteindre cinq milliards, sont également des facteurs de croissance. D'ici 2031, le nombre de mégapoles sera de 92, soit plus du double du nombre actuel. Plus de 90% du trafic mondial s'effectuera entre ou via ces mégapoles".



BANK OF MAURITIUS EXCHANGE RATES TUESDAY, SEPTEMBER 4, 2012					
Country	Buying Currency	TT	DD	Notes	Selling TT/DD/Notes
AUSTRALIA	AUD 1	30.4946	30.2925	29.9984	32.0395
CANADA	CAD 1	30.1964	29.9861	29.6246	31.7094
EMU	EUR 1	37.4798	37.2696	36.9826	39.2184
JAPAN	JPY 100	37.9604	37.6257	36.7923	39.8911
NEW ZEALAND	NZD 1	23.7479	23.5936	23.2062	24.9022
SINGAPORE	SGD 1	23.9097	23.7884	23.5639	25.1208
SOUTH AFRICA	ZAR 1	3.5477	3.5078	3.4299	3.7602
SWITZERLAND	CHF 1	31.2106	31.023	30.8252	32.6896
U.K.	GBP 1	47.1948	46.9662	46.7876	49.3728
U.S.A.	USD 1	29.7447	29.6034	29.5197	31.0724

MARKET SHARES TUESDAY, SEPTEMBER 4, 2012							
COMPANY	NOMINAL	LAST CLOSING PRICE	LATEST	CHANGE	% CHANGE	VOLUME	VALUE
AIR MTIUS LTD	10.00	9.75	9.80	0.05	0.51	31,760.00	309,705.00
ALTEO LIMITED	-	28.90	29.00	0.10	0.35	4,340.00	125,818.00
AUTOMATIC SYSTEMS LTD	7.00	71.00	71.00	-	-	-	-
B MARE HOLDING	10.00	180.00	180.00	-	-	5,068.00	912,072.00
BRAMER BANKING	-	6.50	6.70	0.20	3.08	62,203.00	410,559.50
CAUDAN	1.00	1.25	1.20	-0.05	-4.00	19,000.00	23,000.00
COMPAGNIE DES MAGASINS POPULAIRES	10.00	16.50	16.50	-	-	-	-
DALE CAPITAL	-	10.00	10.00	-	-	-	-
ENL COMMERCIAL	-	20.20	20.50	0.30	1.49	700.00	14,350.00
ENL LAND LTD	-	39.00	38.70	-0.30	-0.77	7,606.00	295,974.00
ENL LAND LTD (P)	-	42.00	42.00	-	-	-	-
FINCORP	1.00	15.80	15.80	-	-	11,200.00	176,960.00
GAMMA CIVIC	10.00	320.00	320.00	-	-	-	-
GO LIFE (USD)	0.10	0.07	0.07	-	-	-	-
H.MALLAC	10.00	135.00	135.00	-	-	-	-
INNODIS LTD	10.00	42.00	42.00	-	-	3,000.00	126,000.00
IRELAND BLYTH	10.00	78.00	77.50	-0.50	-0.64	15,773.00	1,229,976.50
LUX ISLAND	10.00	16.90	16.90	-	-	17,800.00	300,820.00
MCB	10.00	162.00	162.00	-	-	292,590.00	47,399,580.00
MCFI	10.00	29.00	29.00	-	-	-	-
MAURITIUS DVLV INVESTMENT TRUST	1.00	4.90	4.95	0.05	1.02	90,900.00	449,955.00
MAURITIAN EAGLE INSURANCE	10.00	73.00	73.00	-	-	-	-
MOROIL	5.00	25.60	25.50	-0.10	-0.39	12,819.00	327,386.40
MSM	-	9.50	9.50	-	-	-	-
MAURITIUS UNION ASSURANCE	10.00	121.00	121.00	-	-	11.00	1,320.00
NATIONAL INVESTMENT TRUST	10.00	22.50	22.50	-	-	560.00	12,570.00
NMH	-	57.50	59.50	2.00	3.48	26,560.00	1,549,100.00
OMNICANE LIMITED	7.50	73.50	75.50	2.00	2.72	10,059.00	759,336.50
PROMOTION & DEVELOPMENT LTD	5.00	64.00	63.50	-0.50	-0.78	26,042.00	1,653,823.50
PBL	10.00	206.00	206.00	-	-	21,621.00	4,453,905.00
PLASTIC INDUSTRY (MTIUS) LTD	10.00	69.50	69.50	-	-	-	-
ROCKCASTLE (USD)	-	1.05	1.05	-	-	-	-
POLICY	1.00	6.00	5.95	-0.05	-0.83	10,400.00	61,900.00
ROGERS	10.00	308.00	308.00	-	-	2,470.00	760,760.00
SBM	1.00	82.00	82.00	-	-	59,250.00	4,858,500.00
SUN RESORTS	10.00	28.90	28.60	-0.30	-1.04	34,687.00	995,127.90
SWAN	5.00	325.00	325.00	-	-	7,249.00	2,355,974.00
TERRA	-	39.00	38.90	-0.10	-0.26	21,157.00	825,018.70
UBP	-	103.00	103.00	-	-	2,000.00	206,000.00
UNITED DOCKS LTD	10.00	80.00	80.00	-	-	255.00	20,427.50
VIVO ENERGY	10.00	166.00	166.00	-	-	500.00	83,000.00

GOLD COINS TUESDAY, SEPTEMBER 4, 2012			
Denomination	Weight(gm)	Diameter(mm)	Price (Rs)
100	3.41	16.5	7210
250	8.51	22	17525
500	17.03	27	34850
1000	34.05	32.69	69290

MARKET ACTIVITY TUESDAY, SEPTEMBER 4, 2012			
Market Capitalization	170,240,743,845.00		
Total Volume Traded	797,580		
Total Value Traded	70,698,919.50		
TOP 5 - OFFICIAL MARKET			
Symbol	Open	Latest	% Change
NMH	57.50	59.50	3.48
BRAMER BANKING	6.50	6.70	3.08
OMNICANE LTD	73.50	75.50	2.72
ENL COMMERCIAL	20.20	20.50	1.49
MDIT	4.90	4.95	1.02

MOST ACTIVE - OFFICIAL MARKET	
Symbol	Volume
MCB	292,590
MDIT	90,900
BRAMER BANKING	62,203
SBM	59,250
SUN RESORTS	34,687

TOP GAINERS - DEM			
Symbol	Open	Latest	% Change
UTD BUS SERVICE	26.80	26.90	0.37

MOST ACTIVE - DEM	
Symbol	Volume
MEDINE (P)	40,740
ENL INVESTMENT	30,836
HOTELEST	29,363
EUDCOS	25,721
MEDINE (O)	19,384

DISCLAIMER:
Publication of the above figures has been done with reasonable care and diligence. However, Capital makes no representations, gives no warranty and disclaims all liability in respect thereof and shall not be held liable for any damage, loss or costs incurred resulting from any error in the information or any use of the said information. Appropriate independent advice should be obtained before making any investment decision.

CONGO

Les Chinois se taillent la part du lion

ROUTES, COMPLEXES hydroélectriques, systèmes d'adduction d'eau potable, aéroports, réseaux de fibre optique, bâtiments publics... Les sociétés chinoises sont de (presque) tous les chantiers et raflent la plupart des appels d'offres lancés par la Délégation générale des grands travaux (DGGT). Certaines ont remporté des marchés dans tous les secteurs, comme China Machinery Engineering Corporation (centrale hydroélectrique d'Imboulou, usine de traitement d'eau de Djiri, logements à Brazzaville, route Obouya-Okoyo, eau potable à Sibiti...) ou Weihai International Economic and Technical Cooperative Co. (logements, barrage de Moukoulou...).

D'autres entreprises, comme Beijing Construction Engineering Group, China Beijing Residential Development Group Corporation et Zhengwei Technique Congo, interviennent dans le bâtiment. Les projets routiers phares du pays sont, quant à eux, revenus à China State Construction Engineering Corporation (RN1 Pointe-Noire - Brazzaville), China Road and Bridge Corporation (route Owando-Ouesso).

Et tandis que China Jiangsu International Group fait son retour au Congo en remportant l'appel d'offres de la construction du second module du terminal de l'aéroport international António-Agostinho-Neto de Pointe-Noire, c'est à un nouveau venu, China Gezhouba Group Corporation, que vient d'être confiée la construction de la centrale hydroélectrique de Liouesso.

MEDIA

FORBES PASSE AU NOIR

FORBES AFRIQUE, version africaine francophone de la revue américaine Forbes, créée en 1917 et spécialisée dans les informations économiques et le classement des fortunes, a été lancée à Brazzaville. La cérémonie a été présidée par le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou Nguesso, en présence de ses homologues du Gabon, Ali Bongo Ondimba, et de Centrafrique, François Bozizé.

Ce lancement témoigne de l'attractivité du continent africain. Ce que souligne Lucien Ebata, président-directeur général de Forbes Afrique : « *Alors que le monde est confronté à une grave crise économique et financière, l'Afrique accélère sa mutation, ses marchés se développent, son secteur privé se renforce, sa classe moyenne est en plein essor* ».

Le magazine américain profite de l'absence de presse africaine dédiée à l'économie pour s'installer. Et faire la promotion du modèle économique américain. « *Forbes ambitionne d'apporter son expérience, sa connaissance, son expertise, sa crédibilité. Mais surtout con-*



tribuer à valoriser des modèles d'hommes d'affaires en racontant leur itinéraire, leur parcours, en expliquant comment ils ont pu s'en sortir en dépit des obstacles ».

Forbes Afrique sera distribuée dans 23 pays francophones d'Afrique et sur d'autres pays, dont la France, la Belgique, la Suisse et le Canada, selon son rédacteur en chef Michel Lobé Ewané. Ce magazine devrait d'abord être un bimensuel et s'il trouve ses lecteurs, devenir mensuel, a expliqué à l'AFP un de ses responsables.

En 2011, le groupe Forbes a déjà lancé une édition africaine en anglais, Forbes Africa éditée à Johannesburg en partenariat avec un groupe sud-africain. Plusieurs anciens Premiers ministres français et belge, Dominique de Villepin, Jean-Pierre Raffarin et Guy Verhofstadt avaient été invités au lancement, ainsi que l'ancien chef de cabinet du président américain Barack Obama, William M. Daley, et la star mondiale du football africain Samuel Eto'o.

TOGO

China Merchants Holdings rachète 50% de Thesar

LA SOCIÉTÉ chinoise China Merchants Holdings a annoncé qu'elle avait acquis une participation de 50% dans Thesar Maritime, propriétaire d'une concession de 35 ans pour le terminal à conteneurs du port de Lomé.

L'opérateur portuaire chinois China Merchants avance en Afrique de l'Ouest et a annoncé avoir déboursé 150 millions d'euros pour faire son entrée dans le port de Lomé. Il s'est arrogé la moitié du capital de Thesar Maritime qui détient une concession de 35 ans pour développer et opérer un nouveau terminal à conteneurs dans la capitale togolaise. Le cédant, qui conserve 50% du capital, fait partie du groupe néerlandais Terminal Investments et qui évolue dans le giron de Mediterranean Shipping Co (MSC), le groupe de transport maritime italo-suisse qui s'est engagé à desservir le nouveau terminal de Lomé pendant les quinze ans qui suivront son inauguration.

Les nouvelles infrastructures doivent permettre l'entrée de porte-conteneurs dans le port en eaux profondes de Lomé, puis de transborder les conteneurs dans les pays de la sous-région au moyen de navires de plus petites capacités. Le volume manutentionné pourrait atteindre 400 000 à 500 000 EVP (équivalent vingt pieds) par an d'ici deux à trois ans et, à terme, 1 500 000 EVP. Les 1 050 mètres de quai devraient pouvoir accueillir jusqu'à 4 navires simultanément.

L'INDUSTRIE MINIÈRE

La Mancha en force

AREVA A conclu la revente des 63% qu'il détenait encore dans La Mancha. L'acquéreur, Naguib Sawiris, entend investir 500 à 700 millions de dollars dans la société minière active en Afrique. Le groupe nucléaire français Areva a finalisé la cession de sa participation de 63% dans la société minière canadienne La Mancha auprès de l'homme d'affaires égyptien Naguib Sawiris, par le biais de sa société d'investissement Weather II Investments. La transaction a été conclue pour un montant de 254,3 millions d'euros, soit un premium de 55,6%. Coté à Toronto, La Mancha est notamment présente dans les mines aurifères d'Ity (Côte d'Ivoire) et de Hassaï (Soudan), ainsi qu'en Australie et en Argentine. De son côté, Areva cherchait à se recentrer sur son cœur de métier, à savoir



TRANSACTION. L'Égyptien Naguib Sawiris a déboursé 254,3 millions d'euros pour acheter les parts d'Areva dans La Mancha

l'extraction d'uranium et l'ingénierie nucléaire. La somme reçue viendra soutenir son effort de désendettement.

Sébastien de Montessus, un jeune dirigeant du groupe nucléaire qui a démissionné en mars dernier a été nommé PDG du producteur d'or canadien en remplace-

ment de Dominique Delorme. Diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris, Sébastien de Montessus a fait ses premières armes chez Morgan Stanley à Londres avant de travailler dans les télécoms puis de rejoindre Areva à la direction de la stratégie en 2002. Son nom est apparu dans les

médias lors de l'affaire du rachat d'UraMin : à l'époque, il travaillait à la direction des activités minières d'Areva et avait été accusé d'avoir fait espionner Anne Lauvergeon, l'ancienne dirigeante de l'entreprise française.

Naguib Sawiris a engagé 500 millions de dollars pour s'emparer de la totalité du capital de La Mancha. De plus, si l'on en croit Sébastien de Montessus, cité par le quotidien français Le Figaro, le nouveau propriétaire envisage d'investir encore entre 500 et 700 millions de dollars dans les trois à cinq prochaines années. Il a pour objectif d'atteindre une production de 350 000 onces d'or et n'exclut pas non plus des possibilités de croissance externe. En 2011, La Mancha a réalisé un chiffre d'affaires de 193 millions de dollars.

INVESTISSEMENT

SFI injecte \$4 Mds en Afrique

LA SOCIÉTÉ financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale, a réalisé des investissements record de quatre milliards de dollars en Afrique subsaharienne pour l'exercice 2012. Cette annonce coïncide avec la visite de Jim Yong Kim, directeur de la Banque mondiale. Un montant record qui concerne des secteurs aussi variés que les infrastructures, la santé, la formation et l'agro-industrie. Sans compter que l'engagement de la SFI auprès de ses clients leur a permis de lever 1,2 milliard de dollars supplémentaires auprès d'autres investisseurs.

En tout, ces entreprises devraient alimenter en électricité 1,54 million de nouveaux consommateurs, soutenir 23 000 agriculteurs, améliorer les services de santé de 50 000 patients et toucher quelque 10 000 étudiants.

En outre, l'activité conseil de la SFI aurait aidé à créer 25 500 emplois en travaillant avec les institutions financières pour les aider à lever un total d'un milliard de dollars de prêts à destination des entrepreneurs africains pour l'année 2011.



INVESTISSEMENTS. La Société financière internationale détient des parts dans Kenya Airways

Aussi, pour la première fois, les investissements dans les infrastructures et les projets liés aux ressources naturelles ont passé la barre d'un milliard de dollars. Ce montant comprend notamment les investissements dans la centrale de Kribi, au Cameroun, dans Kenya Airways et dans le gisement de fer du Simandou, en Guinée. Douze nouveaux partenariats public-privé ont été signés pour améliorer l'accès aux

services de santé, à l'électricité, aux télécommunications et aux infrastructures portuaires. Les priorités stratégiques de la SFI en Afrique subsaharienne restent le soutien aux secteurs clés, parmi lesquels figurent notamment l'agriculture, les infrastructures, la santé et la formation ainsi que la facilitation de l'accès aux services financiers grâce à des partenariats avec des institutions finan-

Maroc : les Britanniques s'enfoncent

LA SOCIÉTÉ pétrolière britannique Cairn Energy renforce son dispositif d'exploration en acquérant 50 % d'un permis au large du Maroc qui semble attirer les sociétés pétrolières indépendantes. Cairn Energy, basée à Edinburgh, en Écosse, a annoncé qu'elle paierait 60 millions de dollars du coût total du forage d'un puits d'exploration au large du Maroc, en échange d'une participation de 50 % dans le permis de Fom Draa. Les autres actionnaires sont San Leon Energy, Serica Energy et Longreach Oil and Gas, des explorateurs de taille plus modeste.

De même que Genel cherchait à rééquilibrer son portefeuille, très centré sur le Kurdistan irakien, la firme écossaise espère diversifier ses projets d'exploration au-delà du Groenland, où elle n'a à ce jour réalisé aucune découverte en deux ans de présence. Elle a également fait part de ses efforts pour remporter d'autres projets d'exploration en Espagne, à Chypre et au large du Liban. Elle s'attend à finir l'année avec une trésorerie de 500 millions de dollars, reliquats de la revente d'actifs en Inde.

AVIATION

Africa World Airlines prend son envol

AFRICA WORLD Airlines, une nouvelle compagnie aérienne détenue notamment par des intérêts chinois, a pris livraison de son premier avion le 30 août et veut démarrer ses activités le 21 septembre. Elle vise le Ghana puis toute l'Afrique de l'Ouest.

Le secteur du transport aérien au Ghana s'est enrichi d'un cinquième protagoniste, Africa World Airlines (AWA). Ce dernier vient s'ajouter aux quatre compagnies déjà basées à l'aéroport international d'Accra : Starbow, Fly540 (qui va devenir Fastjet), Citylink et Antrak. Le 30 août, AWA a pris livraison de son premier avion, un biréacteur régional de type Embraer ERJ-145 d'une capacité de 50 places.

AWA a été fondée à l'initiative de Togbe Afede XIV, roi de l'Etat d'Asogli (est du Ghana) et homme d'affaires (il a créé SAS Finance, une société de conseil boursier et financier). Elle compte parmi ses actionnaires SAS Finance, la sécurité sociale ghanéenne (Social Security and National Insurance Trust), le fonds China-Africa Development Fund et le chinois HNA Group,



propriétaire de plusieurs lignes aériennes en Chine. AWA sera dirigée par le Chinois Zhang Jiuhua.

« L'époque où voyager d'Accra à Ouagadougou nécessitait de passer par Paris est révolue », s'est enthousiasmé Togbe Afede à l'occasion de la réception du premier avion de la société. Le nouveau transporteur compte voler avec une flotte de deux Embraer et entend assurer à la fois des trajets domestiques et sous-régionaux. À terme, elle veut notamment relier Abidjan, Abuja, Banjul, Dakar, Lagos et Ouagadougou en plus de Kumasi, Takoradi et Tamale, au Ghana. Elle doit assurer ses premiers vols commerciaux le 21 septembre

EXPLOITATION

Gasol rachète AfGen

LA COMPAGNIE britannique Gasol a signé un accord avec le sud-africain African Gas Development pour racheter la totalité du capital de sa filiale African Power Generation (AfGen). Avant de commercialiser ses propres ressources gazières, le spécialiste britannique du gaz Gasol, coté au marché alternatif de Londres, cherche à développer les marchés du gaz en Afrique de l'Ouest à travers des projets d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL). Il vient de faire un pas dans cette direction en prenant une option de rachat à douze mois sur African Power Generation (AfGen), filiale du sud-africain African Gas Development (AfGas). Selon l'accord signé entre les deux sociétés, Gasol apportera dans un premier temps un prêt de 5 millions de dollars à AfGen afin de lui permettre d'étendre son réseau de pipeline.

Cette opération permet à Gasol d'accéder à des projets de pipeline existants plutôt que d'avoir à développer ses propres infrastructures. En effet, AfGen a été choisi par la Guinée équatoriale pour développer des pipelines et d'autres infrastructures afin d'exporter les réserves du champ gazier de Zafiro. Il serait également en discussions avancées pour deux autres projets d'importation de GNL dans la région. Gasol cherche notamment à profiter de la proximité des champs gaziers nigériens de Usan et Akpo pour se connecter au West African gas pipeline (Wagp).

SINGAPOUR

La Cité-Etat vise l'Afrique

LA CITÉ-ÉTAT s'appuiera sur les 21 bureaux africains de la SFI (Filiale de la Banque mondiale) et ses 300 professionnels pour développer son modèle en Afrique.

Décidée à devenir la plaque tournante des échanges et des investissements entre l'Asie et l'Afrique, Singapour renforce son dispositif institutionnel sur le continent. Après une première implantation à Johannesburg, en Afrique du Sud, en 2011, son agence publique de promotion des entreprises, IE Singapore, en ouvrira une seconde cette année à Accra, au Ghana, et vise une troisième en Afrique de l'Est en 2013.

IE Singapore pourra s'appuyer sur les 21 bureaux africains de la Société financière internationale, la filiale de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, et ses 300 spécialistes dans le cadre d'un accord d'échange d'information et d'assistance technique, signé officiellement à Singapour ces jours-ci à l'occasion du Africa Singapore Business Forum.

Depuis deux ans, IE Singapore a organisé 15 missions d'entreprises singapouriennes dans 17 pays africains et en conduira trois autres d'ici à la fin de l'année dans six pays : Éthiopie, Djibouti, Ghana, Togo, Zimbabwe et Zambie.

CT POWER

LES PROTESTATAIRES PERSISTENT ET SIGNENT

A hier soir, la plate-forme citoyenne contre le projet CT Power avait déjà recueilli 3 824 signatures pour sa pétition. Un document qu'elle compte utiliser dans sa protestation officielle sur le plan administratif et légal en temps et lieu | **JESSEN SOOPRAMANIE**

RIEN NE les fera baisser les bras. Si le promoteur se croit fort d'avoir eu gain de cause devant le tribunal de l'environnement, la résistance se précise et se renforce contre l'installation d'une centrale à charbon à Pointe-aux-Caves. L'obtention d'un certificat Environnement Impact Assessment (EIA) par le promoteur n'est pas la fin du combat, clament les résistants.

Après une première réunion d'explication avec les habitants de Kensington, les membres de la plate-forme citoyenne, qui réunit les forces vives de Pointe-aux-Sables et d'Albion, se sont rendus au morcellement Belle Vue, à Albion, vendredi. Ce morcellement se situe à quelques 1,5 kilomètre du site de CT Power. Alain Aliphon de l'Action civique d'Albion Plage, a situé la démarche citoyenne qui consiste à sensibiliser la population dans son ensemble sur les risques potentiels liés à une centrale à charbon. Pour lui, il faut essayer d'amener le gouvernement à revoir sa position en ce qui concerne sa politique énergétique et l'amener à faire face à ses responsabilités pour un développement durable.

« Les habitants ne sont pas



EXPLICATIONS. Les animateurs de la plate-forme, lors d'une réunion, vendredi, à Albion

contre CT Power, mais plutôt contre son projet de centrale à charbon. La nuance doit être faite parce que nous accueillons favorablement tout partage de connaissance venant de l'étranger susceptible d'aider le pays à régler son problème énergétique. Toutefois, nous sommes très inquiets de l'action gouvernementale pour répondre aux besoins énergétiques du pays. On a l'impression que la région de l'ouest a été désignée par les décideurs comme le dépotoir de l'île Maurice avec CT Power, Gamma Coventa et la station

d'épuration des eaux usées qui se concentrent tous dans un rayon de 5 km », a déclaré Alain Aliphon aux quelque deux cents personnes présentes à la réunion.

CRAINTES

« Les investissements et le coût d'exploitation que représente une centrale à charbon sont tels que le gouvernement se retrouvera à devoir patienter pour encore 12 ans avant de pouvoir investir massivement dans des projets à énergies renouvelables. Cela nous ramènera à 2025. Nous pouvons

d'ores et déjà prévoir que les objectifs que nous nous sommes fixés pour une Île Maurice Durable, d'ici 2025 – 35% d'énergies renouvelables dans notre Energy Mix – ne seront jamais atteints, par manque de volonté politique et de vision », devait souligner pour sa part Fabiani Balisson, porte-parole de la plate-forme.

Une ferme éolienne, selon lui, serait le mieux adaptée au concept de Maurice Ile Durable (MID). « Une ferme de 14 éoliennes peut produire jusqu'à 29,5 mégawatts d'électricité. L'in-

vestissement initial est certes plus conséquent, mais force est de constater que le coût d'exploitation se révèle minime, parce que sa source d'énergie est renouvelable et qui plus est, gratuite, alors que le prix du charbon a connu une hausse de 70% sur les dix dernières années. Selon l'US Energy Information Administration, la consommation de charbon à Maurice pour les besoins énergétiques a presque doublé en dix ans avec l'arrivée des Independent Power Producers (IPP) passant de 280000 tonnes en 2000 à 540000 tonnes en 2010. Avec CT Power ce sera 584000 tonnes de charbon (1600 tonnes x 365 jours) qui viendront s'ajouter à la consommation de charbon en un an », a précisé Fabiani Balisson.

La réunion se voulant interactive, de nombreux habitants ont posé des questions et demandé des éclaircissements sur divers aspects d'une centrale à charbon. Certains ont même exprimé des craintes de délocalisation. Mais tous semblent décidés à continuer à livrer bataille contre le projet, certains se sont portés volontaires pour organiser des réunions d'explication et de mobilisation dans diverses localités de la région, comme Petite Rivière et Camp Créole.

PLUS DE 500 délégués venus de 150 pays et de 20 organisations internationales participent actuellement à la réunion préparatoire de la 2e Conférence mondiale de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et du changement climatique (AFC). Ouverte depuis dimanche à Hanoi, cette réunion préparatoire durera jusqu'à vendredi.

Cette conférence se concentre sur la définition de nouvelles sources financières, l'élargissement des recherches et le transfert de technologies, l'augmentation des investissements privés via le modèle de partenariat public-privé (PPP), l'amélioration de la gestion de risques et la prise des mesures adéquates.

L'amélioration du système agricole et la protection de l'environnement revêtent une grande signification, et les défis en matière de changement climatique

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Vietnam au chevet de l'agriculture mondiale

sont à régler dans l'immédiat, a dit Hans Hoogeveen, vice-ministre néerlandais de l'Economie, de l'Agriculture et de l'Innovation.

NOUVELLES ORIENTATIONS

Les problèmes de sécurité alimentaire ne seront pas réglés par un seul pays et exigent des efforts communs, une coopération et un partage d'expériences

tirées des modèles réussis de plusieurs nations dont le Vietnam, avant de les multiplier dans le monde entier, a-t-il poursuivi. Les délégués de la Food Agricultural Organisation (FAO) et de la Banque mondiale sont tombés d'accord pour l'élaboration de stratégies et de politiques appropriées pour encourager les investissements privés dans le secteur agricole.

La réunion préparatoire examine et évalue les résultats obtenus depuis la 1re AFC, tenue aux Pays-Bas en 2010, modifie le plan d'action défini depuis et définit de nouvelles orientations pour développer une agriculture respectueuse de l'environnement. Les nouvelles initiatives et plans d'action présentés à cette réunion préparatoire seront soumis à une réunion ministérielle le 6 pour approbation.

LE PRÉSIDENT de la Fédération allemande de l'industrie (BDI), Hans-Peter Keitel, a vertement critiqué le modèle économique français « *toujours organisé sur la base d'un interventionnisme de l'Etat* ». Lors d'un congrès bancaire à Francfort, il a pris en exemple le modèle allemand où la croissance « *est obtenue dans les entreprises* », tandis que « *demeure en France un modèle où l'on va organiser la croissance à partir de l'interventionnisme de l'Etat* ».

« *Il faut que la France change très vite d'orientation* », a plaidé le patron du BDI, car la différence de croissance entre la France et l'Allemagne, au lieu de rétrécir, ne fait qu'augmenter. Le ralentissement de l'activité est marqué cette année en France, où la croissance pourrait s'établir au mieux à 0,4% pour 2012, quand l'Allemagne devrait connaître, selon l'Insee, une croissance de 1%, bien au-dessus de la moyenne de la zone euro, en pleine récession (-0,3%).

APPEL À AGIR

L'Hexagone doit par ailleurs agir de manière intensive pour empêcher les marchés financiers de mettre en doute la solvabilité de l'Etat français, en se demandant si elle est située au bon niveau.

« *Je crois que ce serait la fin de l'Euro-système si la France était mise sous tension et parvenait à des conditions de refinancement comparables à ce que connais-*

ZONE EURO

Le patron de l'industrie allemande fustige le modèle français

Selon Hans-Peter Keitel, à la tête de la BDI, il est urgent que la France change son modèle trop organisé selon l'interventionnisme de l'Etat dans l'économie. Il craint la détérioration des conditions de financement de Paris, qui signifierait la fin de l'euro

sent aujourd'hui l'Espagne et l'Italie », a prévenu Hans-Peter Keitel.

L'économie allemande est la locomotive en Europe, en profitant de l'euro et forte de son industrie contribuant pour un bon quart du PIB, quand ce ratio est tombé près des 15% en France.

Le patron du BDI n'a pas illustré ses propos par des exemples précis. Il pensait peut-être aux interventions de Paris dans le dossier PSA ou sur les prix de l'essence, alors que Berlin s'est de manière démonstrative tenue à l'écart, ces derniers temps, dans des dossiers d'entreprises en difficultés, comme pour la récente faillite de chantiers navals dans le nord, après celle de la chaîne de drogueries Schlecker ou pour soutenir le constructeur automobile Opel en difficultés. SOURCE : INTERNET



HANS-PETER KEITEL. Président de la Fédération allemande de l'industrie (BDI)

Entreprises : Bruxelles veut 40% de femmes dans les conseils d'administration

UNE PROPOSITION de la Commission européenne, révélée par le Financial Times, veut renforcer la place des femmes dans les conseils d'administration des grandes et moyennes entreprises.

Les femmes devront représenter 40% des membres des conseils d'administration d'ici 2020 : dans le cas contraire, les entreprises s'exposeront à des sanctions (des amendes ou l'impossibilité de bénéficier d'aides publiques). Pour le moment, seuls 13,7% des membres des conseils d'administration sont des femmes.

DÈS 250 EMPLOYÉS

Les entreprises concernées seront celles qui compteront plus de

250 employés ou dont le chiffre d'affaires sera supérieur à 50 millions d'euros. Le texte devrait être présenté par Viviane Reding – Commissaire européenne à la justice – le mois prochain. La Grande-Bretagne et la Suède sont opposées à une législation sur les quotas mais ne pourront pas opposer leur veto.

Cela fait plusieurs années que l'Europe essaie de faire davantage de place aux femmes dans les entreprises. Cela reste insuffisant, selon le texte proposé : « *Les progrès dans la place des femmes dans les conseils d'administration des entreprises ont été très lents, avec une augmentation moyenne annuelle de seulement 0,6% ces dernières années.*

Le rythme de l'amélioration dans les Etats membres a été inégale et a produit des résultats divergents. »

La France dispose déjà d'une telle législation, adoptée en 2011 : les sociétés cotées doivent compter 20% de femmes dans leur conseil d'administration d'ici janvier 2014, 40% d'ici janvier 2017. Les sociétés du CAC 40 sont en avance sur cet objectif. Pour aller plus loin, ma collègue Elsa Fayner avait passé en revue, il y a un peu moins d'un an, la situation en termes de parité dans 75 grandes entreprises françaises. Au printemps, Viviane Reding avait lancé une consultation publique sur l'égalité hommes-femmes dans les conseils d'administration.



ANALYSE DE STANDARD & POOR'S

Les réassureurs à la croisée des chemins

FACE À des temps incertains, les sociétés de réassurance devront revoir leurs stratégies, pointe un rapport de l'agence de notation Standard & Poor's

Les réassureurs évoluent dans « *un environnement très incertain* », qu'il s'agisse des marchés financiers ou de la conjoncture économique, a déclaré Karin Clemens, spécialiste des questions d'assurance chez Standard & Poor's en présentant, mardi à Francfort, le rapport de l'agence de notation qui leur est consacré.

Malgré une année 2011 marquée par de nombreuses catastrophes naturelles (Japon, Thaïlande, Nouvelle-Zélande), les réassureurs sont bien capitalisés, a-t-elle observé. Et de fait, Munich Ré, Swiss Re, Hannover Re et SCOR ont présenté récemment des résultats semestriels de bonne tenue. Mais « *leur rentabilité est sous pression* », a souligné Mme Clemens, et « *les produits et marchés développés deviennent saturés* ». Selon elle, l'innovation permettra aux acteurs du secteur de se différencier. L'innovation mais aussi une certaine prise de risque. L'agence d'évaluation financière estime ainsi qu'à l'avenir, ces entreprises vont devoir chercher de nouvelles voies pour générer de la rentabilité, par exemple en s'intéressant davantage aux économies émergentes. « *Il y aura clairement des gagnants et des perdants* » dans les deux ans qui viennent, prévient-elle.

SOURCE : INTERNET



Li mem pli bon !

